FRANC LOURD — BOURSE LÉGÈRE

le monde libertaire

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

MENSUEL — N° 46
JANVIER 1959.
PRIX : 50 FRANCS
Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, PARIS-XI
Tél. ARC. 50-38
C.C.P. Paris 10.569-77
Georges VINCEY

ABONNEMENTS :
France .... 12 mois : 550 fr.
Etranger .. 6 mois : 600 fr.

Changement d'adresse
30 fr. en timbres-poste

EDITO

1959

UNE année de plus se termine; et voici qu'à l'aube de celle qui lui succède, les menaces s'amoncellent tant sur le plan politique que financier, ici réduisant notre pouvoir d'achat, là amenuisant nos libertés.

Ne nous leurrons pas : des difficultés accrues attendent notre fédération anarchiste et son journal « Le Monde Libertaire ».

Et cependant jamais notre existence n'a été plus nécessaire, jamais notre raison d'être ne s'est affirmée plus indispensable.

IL FAUT QUE CE JOURNAL VIVE

Il le faut pour que la liberté ait encore une voix, pour qu'une lumière subsiste dans la nuit où l'on nous entraîne.

Tournés vers l'année qui s'achève nous pouvons sans crainte en faire le bilan. Dans des circonstances particulièrement pénibles, lors des événements de mai, nous avons su garder la tête froide et conserver nos caractéristiques idéologiques sans nous enfermer dans une confortable tour d'ivoire.

Si nous avons fait front au fascisme avec des mouvements qui nous sont étrangers et parfois hostiles, c'est sur des objectifs précis et limités; et, dans la trahison quasi totale, nous sommes des rares à être restés fidèles aux objectifs qui nous avaient réunis.

Nous avons suivi avec soin l'évolution politique et économique et, dans les grandes lignes, non seulement nous n'avons pas manqué à notre rôle d'informateur, mais encore nos vues se sont souvent avérées prophétiques. Les evenements qui nous attendent risquent de confirmer plus encore nos prévisions.

Mais, après ce rapide raccourci d'une activité de douze mois, c'est vers l'avenir qu'il importe de nous tourner.

Nous tenons de ceux qui nous ont précédés un flambeau que nous nous devons de confier demain, à ceux qui nous relèveront.

Vous le savez, notre organe ne se poursuit que grâce au désintéressement de ceux qui, non seulement donnent leur temps sans compter, mais encore comblent l'inévitable déficit d'un journal libre.

Pour qu'il puisse poursuivre son rôle et continuer à faire entendre sa voix, nous avons besoin de vous tous : militants sympathisants, lecteurs.

Abonnez-vous, donnez-nous des adresses d'abonnés éventuels, faites lire, connaître et aimer ce journal qui est le vôtre, et que vous sentirez plus encore le vôtre en lui accordant un peu de votre temps, de votre attention et de votre aide.

Ce sera là le plus beau cadeau de fin d'année que vous pourrez nous faire.

LE COMITE DU MONDE LIBERTAIRE.

La paysannerie où s'effondrent les théories marxistes

par Michel PENTHIÉ

DANS les perspectives du pouvoir ouvrier, la fonction de la paysannerie, est très largement controversée par les théoriciens. Le Maisme qui avait réglé de manière simpliste cette question a été battu en brèche par ses adeptes. La Révolution d'octobre fut bien près de payer de sa vie, son ignorance sinon son incapacité de résoudre le problème paysan.

A ce titre, deux événements capitaux qui ont pour théâtre des pays à direction marxiste, méritent l'attention.

En U.R.S.S., Kroutchev vient de l'annoncer au Praesidium, on procède à un retour aux formes « capitalistes libérales » de l'agriculture. Ce qui signifie que l'Etatisation absolue des campagnes, œuvre de Lénine puis de Staline a échoué. En effet, quels que puissent être les pouvoirs de coercition de l'Etat, l'agriculture plus que tout autre secteur productif à besoin de la collaboration effective des producteurs. Le double secteur, kolkhoses et sovkhoses qui existait en U.R.S.S. tenait compte de cette particularité, l'étatisation étant moins poussée là où les masses paysannes manifestaient le plus d'opposition. Mais cet équilibre précaire, generateur d'un bureaucratisme envahissant n'a pas permi à l'U.R.S.S. de concrétiser les ambitieux plans quinquenaux capables de concurrencer les U.S.A.

Les mesures prises par Kroutchev pour remedier à l'insuffisance de la production agricole sont une dérogation de taille ce dont se prevalaient jusqu'ici les théoriciens du marxisme. Car l'ouverture des marchés d'Etat aux plus offrants, introduit la notion de concurrence du type classiquement capitaliste, dans un Etat dit ouvrier.

Ceries, il était vital pour le régime soviétique, d'augmenter sa production agricole afin de « mettre du beurre » dans les gamelles des prolétaires, à qui depuis des années, des sacrifices étaient imposés, pour que l'U.R.S.S. s'assurât une puissance militaire égale ou superieure à celle des Etats-Unis. Mais les bolcheviques ont refusé à la paysannerie son rôle gestionnaire, le seul qui eût été viable sur le plan révolutionnaire parce que la perennité de l'Etat soviétique repose sur le centralisme.

Des purges ou mutations spectaculaires suivront pour prouver la bonne foi des dirigeants soviétiques. Mais la singularité du régime dont s'enorgueillaient les laboriux rédacteurs de la « Nouvelle critique », cedera le pas au déperissement du... communisme.

En Chine, le problème de l'organisation des masses paysannes et de leur collaboration à l'edification du socialisme est également capital pour Mao-Tsé-Toung. Dans le processus de transformation d'Etat capitaliste en Etat socialiste la Chine est en retard sur son « aîné » soviétique. Elle n'en est qu'aux balbutiements de la N.E.P. Encore que sur le terrain de l'industrialisation les moyens comme les méthodes soient différents de ceux de l'époque leninisme. Pour le present, l'industrialisation de la Chine depend etroitement des investissements consentis par l'U.R.S.S. Etroitement dependant, le regime de Mao ne peut assurer à son prolétariat extrêmement dense, des conditions de survie dignes, que par la collaboration enthousiaste des masses. C'est pourquoi, le Comité Central du parti communiste chinois, sous l'inspiration de Mao, à pris l'initiative de crier des « communes paysannes » largement autonomes. Plus que ne le sont les collectifs ouvriers ou les Zadrugas Yougoslaves, fortement étatisées. Mao confiant aux masses paysannes, le rôle gestionaire qu'elles assurent, Mao règle sur le plan de l'agriculture, l'opposition des travailleurs de la terre au dirigisme.

Bien sûr, les germes de contamination de la classe ouvrière par l'auto-gestion, constituent un danger permanent pour le régime. Mais pour l'heure, Mao et son parti, contrôlent l'industrie. En améliorant les conditions de vie des travailleurs par le développement des biens de consommation, le communisme chinois maintiendra son autorité, que les révoltes des affamés auraient pu compromettre.

Ainsi deux types de société, se réclamant d'une même doctrine, face aux mêmes impératifs, prennent des initiatives diamétralement opposées.

D'une part, en U.R.S.S., retour aux méthodes capitalistes, qui imcité.

Il reste les anarchistes et le fédéralisme libertaire.

Les événements leur donnent raison

plique une abandon des positions révolutionnaires.

De l'autre, en Chine, appel aux « communes paysannes », qui pourrait être révolutionnaire si l'état étendu à tous les secteurs productifs.

Les exigences de l'actualité nous obligent à reporter par un prochain numéro le « Rebrousse-poil » de notre ami P.-V. BERTHIER.

DE COLOMBEY A L'ÉLYSÉE

DES FAUSSES GRANDEURS AUX VRAIES SERVITUDES

par Maurice FAYOLLE

LES jeux sont faits. Par trois fois plébiscité par près de 80 % des Français, De Gaulle, le « sauveur suprême », va entrer à l'Elysee.

Il serait vain de dissimuler, et l'ampleur de la défaite subie par les forces libérales de ce pays, et les menaçantes perspectives de dictature qui en découlent.

Dans ce journal, nous avons suffisamment exprimé notre dégoût envers une « gauche » politicienne sans consistance, aussi bien que sans courage. Ce qui veut dire que nous serons les derniers à verser des pleurs sur la chute sans gloire de quelques mannequins parlementaires, dont nul n'a oublié les écœurantes volte-face lors des dramatiques journées de mai.

Malheureusement, derrière cette défaite, d'une ampleur rarement égalée et, assurément, méritée, s'inscrit celle, plus angoissante, de certaines valeurs morales, de certaines normes sociales, dont l'abandon, par un peuple, a toujours eu des conséquences extrêmement graves.

Que le parti socialiste S.F.I.O., après avoir couru de renements en trahison et d'abandons en flagorneries, soit dégringolé au fond de l'ornière parlementaire, est assurément sans importance. Que le parti communiste, à qui une loi électorale sur mesure a volé les trois-quarts des sièges, n'ait plus, au Parlement, que dix chantres en livrée pour y glorifier les lueurs de Budapest, serait réjouissant. Que le parti radical des vieilles barbes momifiées et des jeunes turcs d'opérette se soit évanoui dans la tourmente, est amusant.

Mais que quelques deux millions d'électeurs, pour la plupart prolétaires, écœurés des pitreries du pion d'Arras, des bedonnantes cabriolets du laquais de Moscou comme des inconsistances politiques du seigneur de Louviers, n'aient abandonné ces pantins que pour aller porter leurs suffrages à ce conglomerat d'intrigues, de renégats et « d'activistes » en rupture de caserne ou d'asile, appelé U.N.R., est affligeant.

Affligeant, parce que ce vote exprime l'abandon, le renoncement et la fuite devant ses responsabilités de tout un peuple.

Affligeant, parce que ces élections ouvrent grande la porte sur toutes les aventures de la « grandeur », ce feu mortel où viennent se brûler les peuples comme les insectes autour d'une flamme.

Affligeant, parce que, s'il est un fait incontestable que la presque totalité de « l'élite » intellectuelle ait dressée passivement ou activement, contre le pouvoir personnel du général, cette élite est sans aucune influence sur le peuple dont elle s'est coupée pour de multiples raisons.

Affligeant enfin, parce que, en face de la vague soulevée par le 13 mai et artificiellement amplifiée par un chantage éhonté, l'opposition, électoralement éliminée, politiquement écrasée, se retrouve sans

(Suite page 2)

A LA FIN DE L'ENVOI... JE TOUCHE

par Maurice LAISANT

ON nous l'avait bien dit que c'en était fini des mœurs parlementaires d'une République quatrième et déliquescente, on nous avait bien hautement assuré que le rétrécissement de la France serait aussi bien moral que politique, on nous avait bien officiellement promis qu'avaient vécu les compromissions, les louches tractations, les sordides combines et l'égoïsme le plus éhonté.

Sans doute se trouvait-il deci, de-là, quelques esprits sceptiques, d'indéracinables têtes de cochons, et naturellement certains réfractaires impénitents pour n'être pas convaincu d'un avenir aussi idyllique.

Cependant 85 % des votants, touchés par la grâce gaulliste, attendaient de pied ferme et le petit doigt sur la couture du pantalon la métamorphose du parlementarisme et la mutation des requins de la politique en petits saints aux couleurs d'azur et de rose.

Leur attente, je veux l'espérer, n'est pas déçue et les décisions gouvernementales présentent le mérite de n'avoir pas tardé à la satisfaire.

A l'heure où sévit le chômage, où le gouvernement de cette Ve République comme ses prédécesseurs de la IVe est impuissant à endiguer la hausse des prix et à étouffer dans l'œuf la crise économique qui s'amorce, à cette heure où de flambants discours invitent « le Français » à se disposer à une ère de sacrifice, ces messieurs viennent de s'octroyer modestement une augmentation de 80.000 fr. par mois.

Voilà qui rompt avec les égoïstes et sordides pratiques du passé, voilà qui tient les promesses des élus et fait éclater au grand jour leur désintéressement et leur seul amour de la cause publique.

Mais qu'en pensez-vous, anonymes citoyens, innombrables votants, ignorants des événements passés ou aveugles aux enseignements qu'ils nous apportent ! Qu'en pensez-vous, chers bêtes-oui-oui de toutes les causes, votards que l'on fait conne d'un chiffon tricolore, que l'on goberge d'un discours, ou que l'on saoûle des syllabes d'un nom célèbre !

Qu'en pensez-vous, éternels cocus du suffrage universel ?

LE MYTHE DE L'INDEXATION

par J. FONTAINE

TOUT le monde connaît le drame douloureux des gens de ma génération qui, sur la foi d'une société condamnant le vol, les manquements à la parole donnée, avaient confié à l'Etat leur avoir, et sont vus dépouillés et réduits à la misère à l'issue de la première guerre mondiale. Les profiteurs de la guerre qui ont empoché l'argent perdu, le plus légalement ôn monde, vous diseni ou font dire par les pédants du verbe et de la plume que tout ça est fort regrettable, mais qu'on n'y peut rien, que c'est le jeu d'une loi de l'économie, que Dieu veut qu'il en soit ainsi; en un mot, que tout est bien dans le meilleur des mondes possibles et que le point de vue de Candide n'est qu'une vue de l'esprit d'un homme dont on ne parle plus depuis fort longtemps.

Faut-il croire à un revell de l'esprit critique, à un retour au bon sens, ou peut-être à un recul de la bêtise humaine, les bons gogos ne lâchent que difficilement aujourd'hui leurs magots. C'est au compte-gouttes que les milliards tombent dans les caisses toujours à sec de l'Etat, de nos instituts financiers ou des grandes entreprises. On a beau faire appel aux grands mots : nation, patrie, dragaux, grandeur, etc., le Français n'ouvre pas son portefeuille. Aurait-il compris ?

Ce serait trop beau. Pour ma part, je n'y crois guère. La preuve, c'est qu'il continue à refuser de consommer non pas par prévoyance raisonnée, par exemple pour assurer le pain des vieux jours, mais par esprit de lucre, pour parvenir, dans le but évident d'augmenter ses revenus à l'aide du travail d'autrui. La leçon de 1914 n'a pas porté; il est resté avec sa mentalité capitaliste. Si on lui garantit à terme la valeur de son capital, s'il a confiance dans cette garantie, il se dessaisira de son argent, comme auparavant, sans se préoccuper de l'usage qui en sera fait. Pourvu que ça rapporte ! Et c'est ainsi qu'il marche avec un mot nouveau, un « Sésame ouvre-toi » : l'indexation.

L'indexation ? Qu'est-ce au juste ? Est-ce un don de la providence, un phénomène naturel, une bonne garantie d'un pouvoir d'achat honnêtement acquis par le travail. Disons tout de suite que ce n'est qu'un des nombreux trucs imaginés par certains milieux dirigeants pour que continue le système qui permet aux uns de vivre aux dépens des autres. Mais étudions de près cette nouvelle panacée.

A page 124 de son livre « Machinisme et bien-être », J. Fourastié cite des faits extrêmement intéressants qui, tout aussi nouveaux qu'ils soient, ne doigt le caractère mythique de ce phénomène :

« A l'époque grecque un trépied en fer valait plus qu'une femme habile à mille travaux et qu'un estime quatre bœufs. A l'époque carolingienne un bon cheval valait moins que son mors. Au moyen âge, le kilo de fer brut, métal si commun aujourd'hui, valait encore plusieurs centaines d'heures de travail. »

Poussons le raisonnement jusqu'à son extrême limite : lorsque nos maîtres de l'économie nous expliquent que le salut est dans la stabilité, stabilité des prix et des salaires, stabilité des échanges, stabilité des valeurs, etc., ont-ils réfléchi que cette règle d'or de leur système économique permet à un maréchal-ferrant qui vient de forger un mors, de réclamer un cheval pour prix de son travail, ou bien donne le droit à un employeur de s'acquitter du prix des services de sa femme de ménage par le don d'un trépied en fer qui va sur le feu !

On semble ne pas comprendre, aussi bien en haut qu'en bas, ce déterminisme de l'économie, cependant si simple, si clair, à la portée de toutes les intelligences, que la facilité de produire fait baisser en proportion de cette facilité la valeur des produits ainsi obtenus. Et ce déterminisme condamne l'indexation, c'est-à-dire la stabilisation de l'économie sous toutes ses formes.

Voici comment raisonnent les gros exploitants agricoles au milieu desquels je vis ici une partie de l'année : nous récoltons en moyenne un certain nombre de pièces de vin avec lesquelles nous pouvons nous procurer telle quantité de marchandises ou de services. Si après nous être équipés selon les normes du progrès technique et avoir ainsi baissé notre prix de revient, nous doublons notre production, nous doublons pouvoir nous procurer le double des mêmes marchandises et des mêmes services; ou sinon il est inutile de produire. Ce raisonnement est aussi celui de tous les producteurs, du charbon, du gaz, de l'électricité, de l'énergie ou même des activités, par exemple, sur le prix du charbon, du gaz, de l'électricité, de l'énergie ou même des activités, est une anomalie, une absurdité. Le prix d'une heure de travail d'un ouvrier, d'un professeur, d'une femme de ménage, d'un médecin, d'un homme de peine, d'un ingénieur, etc., ne peut s'indexer sur le prix d'une marchandise dont la valeur est fonction de sa vitesse ce production. C'est dans ce sens que le « SMIG » est une monstruosité, car, si d'un côté, il garantit les hauts salaires et les hauts profits de la nouvelle classe de bourgeois salariés, il condamne des millions de travailleurs au minimum vital qui est bien la formule de l'esclavage moderne.

Ce qui me crée, c'est que, dans notre société, la force propre de travail de l'homme n'est pas susceptible d'une grande productivité : quantité de parts, quantités d'industries, de métiers, de professions sont, par nature peu perfectibles au point de vue rendement ; de plus, le nombre de ces activités est en progression constante du fait des immenses progrès de la technique dans le domaine de la grande production où la main-d'œuvre est relativement de plus en plus réduite. Des millions de gens vivent là et ne peuvent offrir sur le marché qu'une même quantité de bras et de cerveaux. Si le système actuel de l'indexation leur est appliqué, c'est-à-dire si ces salaires et ces gains sont indexés sur un indice des prix dont la plupart n'ont plus aucun rapport avec leur valeur, il est bien évident que tout progrès dans leur niveau de vie leur sera fermé.

Dans la mesure où un rapport constant existe entre certains travaux qui nécessitent approximativement le même temps, le même prix de revient, on peut concevoir une forme d'indexation. Par exemple, pour citer un exemple cher à J. Fourastié, le prix d'une coupe de cheveux peut être indexé sur le salaire d'une heure d'un ouvrier qualifié. Mais, indexer ces diverses activités, par exemple, sur le prix du charbon, du gaz, de l'électricité, de l'énergie ou même des activités, est une anomalie, une absurdité. Le prix d'une heure de travail d'un ouvrier, d'un professeur, d'une femme de ménage, d'un médecin, d'un homme de peine, d'un ingénieur, etc., ne peut s'indexer sur le prix d'une marchandise dont la valeur est fonction de sa vitesse ce production. C'est dans ce sens que le « SMIG » est une monstruosité, car, si d'un côté, il garantit les hauts salaires et les hauts profits de la nouvelle classe de bourgeois salariés, il condamne des millions de travailleurs au minimum vital qui est bien la formule de l'esclavage moderne.

La République des Pétroles

par Paul RASSINIER

DANS ce qu'on appelle encore la gauche et qui, depuis longtemps, n'est plus qu'un cadavre, je connais énormément de gens que les résultats des élections n'ont pas impressionnés : les uns parce qu'ils s'en félicitent parce que, les autres parce qu'ils croient à l'esprit de mesure du général de Gaulle et de la nouvelle majorité.

J'avoue que, pour moi, je suis catastrophé. Non pas que ces résultats m'aient surpris : j'ai été accusé de pessimisme pour avoir vu venir le coup. Non pas que la nouvelle majorité me semble plus « droite que l'ancienne : sur la droite et sur la gauche, sur la réaction, sur les communistes, les socialistes, les « bons républicains » et les politiciens en général, je suis fixé.

Ce qui me catastrophe, c'est ceci qui est tout à fait personnel : de 1954 à 1956, je me suis imposé la lecture d'une quantité industrielle de publications pour la plupart assez indigestes dans le but de mettre des noms sur les interférences de la politique et de la finance et voilà qu'avec 487 députés nouveaux, mon Parlement aux mains de banques se trouve à refondre en entier.

Il me faudra donc me remettre à l'affût.

M'imposer à nouveau et au fil des jours, la lecture d'une nouvelle quantité industrielle de publications indigestes.

Mais, j'ai déjà décidément sans pitié pour moi.

Heureusement, je possède la clé de ce travail, le fil conducteur, en quelque sorte.

Et, dès aujourd'hui, je puis dire ce qu'il y a seulement un mois, emportés qu'ils étaient par le courant gaulliste, la plupart des gens n'étaient pas décidés à entendre, à savoir pour qui et pour quoi ils ont voté.

On y verra que de Gaulle l'homme seul et l'arbitre au-dessus de la mêlée, le garant d'un renouveau désirable dans les saines traditions d'une République libérale ce n'est qu'une image d'Epinal, un mythe ou un boniment, au choix.

Car, de Gaulle, c'est aussi Pompidou, Couve de Murville, Jacquinot et quelques autres, qui se distinguent bien :

— Georges POMPIDOU (1), directeur général de la Banque Rothschild à Paris intéressée dans les affaires pétrolières suivantes : Francarep, Cofirep, Safrep (les sociétés-mères qui sont des sociétés de recherches) et Sfip (Société française d'investissements pétroliers) prolongée outremer par Cofimer — en Afrique par la C.F.S. (Compagnie française du Sahara).

— COUVE DE MURVILLE, époux de Mlle ex-Schwelsguth, de la Banque de l'Union parisienne (fondée en commun par Rothschild et Lazard) intéressée dans les affaires pétrolières Eurafrep Rep'france, Safrep et Sfip qui se prolongent encore en Afrique dans la C.F.S. ;

— Jean BERTHOIN, époux de Mlle ex-Bourgeois, ex-ministre de Paris et des Pays-Bas, intéressée à Coparex, Omnirex, Finarep, Genarep, Laon et Safrep qui se retrouvent toujours à Cofimer et à la C.F.S. (La Banque de Paris et des Pays-Bas est une association Rothschild-Lazard à prédominance Rothschild.)

Si on arrête là les investigations, on voit tout de suite que le conflit Lazard-Rothschild illustré par la guerre d'Indochine s'est terminé par une association entre les deux dont le ciment est la Cofimer et la C.F.S. : c'est-à-dire le pétrole d'outre-mer et, en particulier du Sahara. A simple lecture, on voit aussi que les Rothschild sont majoritaires dans l'association et que, par voie de conséquence, ils le sont aussi au gouvernement : c'est là le seul renversement politique notable, les gouvernements précédents ayant été, depuis la libération, soit à majorité Lazard, soit à majorité Rothschild grâce à l'appui des banques américaines de Jean Monnet (ministères E. Faure, Pleven et socialistes) ou de la Banque Worms (Pinay, Laniel) ou de la Banque Gradis (Mendès-France).

Cette union — fraternelle pour le moment — des Banques Rothschild et Lazard, dans les affaires et au gouvernement a été facilitée par :

— René MAYER, président du conseil d'administration d'une vingtaine d'affaires Rothschild et d'une dizaine d'affaires Lazard, environ, environ le mois mars 1958 se mit à les fondre en une seule avec le concours de la Banque de l'Union Parisienne dont il est le grand manitou ;

— le général GUILLAUMAT, président du Bureau national de recherches pétrolières qui lui apporta l'appui de l'armée ;

— le général DE GAULLE lui-même, dont la fille est mariée au colonel de Boissieu, neveu de M. Albert de Boissieu, président de la Banque de l'Union Européenne où les Rothschild et les Lazard se rencontrent en compagnie de M. SCHNEIDER, du Creusot, et dont le fils est l'époux de Mlle de Montalembert, famille qu'on retrouve dans les affaires au Creusot et chez Lazard ou Rothschild en compagnie des Balsan, des Cosse-Brissac, des Boissieu, etc.

Je ne parle ni de M. Michel DEBRE (allié par son père aux La Panouse et aux de Wendel) ni des CHALANDON (administrateur de Francarep, époux de la princesse Murat, trésorier de l'U.N.R. et probablement notre ex-ministre du Trésor) ni des DELOUVRIER (ancien collaborateur de Jean Monnet puis directeur de cabinet de Pleven) etc... qui viennent à la polygamie par des banques dont ils sont les grands commis ou les alliés et ou l'on retrouve toujours Rothschild et Lazard, voire, depuis peu, les banques américaines comme c'est le cas pour M. Delouvrier.

×

Ce qui frappe, c'est que, dans ce tableau, la Banque Gradis, à laquelle j'avais accordé un rôle important dans la guerre d'Indochine et la première phase de la guerre d'Algérie, ne figure plus et les banques américaines presque plus.

Pour la première, il faut se consoler, bien que la conséquence la plus visible et sans doute la plus dévoulouse de la nouvelle association Rothschild-Lazard ait été l'échec de M. Pierre Mendès-France : la Banque Gradis était née de la Banque Lazard comme, il y a une quarantaine d'années la Banque Lazard était née des Rothschild et, si elle ne peut pas louer le pétrole pour son compte, elle le loue par les Lazard où elle conserve l'essentiel de ses intérêts. Elle est seulement partie, elle, contre lui-même sous les espèces Mauriac (gaulliste), Jean-Claude Servan-Schreiber (antigaulliste) et J.-J. Servan-Schreiber (antigaulliste en termes prudents) n'en prend pas autrement ombrage. Non plus d'ailleurs que les Echos, propriété de Robert et Emile Servan-Schreiber respectivement pères de Jean-Claude et de Jean-Jacques et intéressés chez Rothschild et chez Lazard.

Pour ce qui est des secondes, le général de Gaulle a récemment reçu M. Jean Monnet ce qui a eu pour conséquence la promotion de M. Delouvrier et un décret supprimant les entreprises financières étrangères à participer aux différentes compagnies françaises de recherche et d'exploitation pétrolières par achat d'actions.

Ce décret qui ne consacre qu'un état de fait notamment au Sahara, réintroduit officiellement dans la politique française, les banques américaines qui en

(Suite page 3)

(1) Son coup fait, il quitte le cabinet du général et, Christiane d'un nouveau genre, retourne à la Banque Rothschild.

Pour que vive l'Internationale ouvrière !...

PENSONS et PARLONS en INTERNATIONALISTES !

LES libertaires et les syndicalistes révolutionnaires s'efforcent spontanément de sortir de la « Nation » — ceux-ci parce qu'ils dénoncent les limitations imposées aux ouvriers étatistes, la solidarité ouvrière internationale aux monopoles nationaux et aux tendances impérialistes — ceux-là parce qu'ils sont les seuls capables de réaliser l'aspiration idéaliste du Lamartine de la « Marseillaise de la Paix » !

« JE SUIS CONCITOYEN DE TOUT HOMME QUI PENSE »...

Aussi ne sont-ils guère gâtés par des organismes comme l'O.N.U. où les votes s'inspirent exclusivement d'intérêts nationaux. Et ont-ils quelque peine à déceler UNE POLITIQUE OUVRIERE INTERNATIONALE, dans les délibérations des Internationales syndicales.

Inutile d'insister sur la Fédération syndicale mondiale, masse de manœuvre qui se meut exclusivement par le jeu des ficelles moscovites (en n'a pas oublié l'exclusion des syndicats yougoslaves, après la rupture entre Staline et Tito).

par Roger HAGNAUER

Le climat de la **Confédération Internationale des Syndicats libres** est essentiellement différent. On n'y impose pas l'étouffante unanimité. Et si le bureaucratisme sévit au sommet, on éprouve quelque satisfaction à entendre dans ses congrès, les représentants de prolétariats dont l'oppression coloniale a longtemps paralysé la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Mais cela ne suffit pas pour que s'élabore une action supérieure et hostile aux tendances gouvernementales.

Il est donc normal que notre critique ferme et intransigeante s'exerce à l'égard de l'O.N.U. comme de la C.I.S.L.

oOo

Mais une condition préalable s'impose. Il faut que nous interventions en internationalistes. Qu'aucune phraséologie — même révolutionnaire — ne nous oppose aux validités progressistes de ces deux organismes, et ne nous associe aux nationalistes et aux réactionnaires de chez nous.

Il n'est pas, pour nous Français, de critère plus sûr que l'affaire algérienne.

Il est navrant et indécent d'en interdire l'examen, par-delà nos frontières alors que l'on réclame à notre profit le plein effet des solidarités européennes et atlantiques.

Mais un internationaliste ignore un tel débat. Nos plus hautes traditions confirment ce qui établit la logique élémentaire. Il n'existe pas de problèmes « réservés », « d'affaires intérieures », de compétence limitée aux entreprises « inter-Etats ». Les travailleurs français qui manifestèrent violemment contre les pogroms tzaristes et hitlériens, contre le martyre de la Pologne, contre l'assassinat de Ferrer et de Sacco et Vanzetti, contre le massacre des révolutionnaires hongrois, ne respectèrent guère les privilèges des ambassades et la règle de « non-intervention » dans les affaires intérieures d'un Etat.

Nous usons largement du droit d'intervention... lorsque les Cypriotes ou les Noirs d'Amérique sont persécutés. Nous ne devons pas seulement tolérer mais réclamer l'opinion des syndicats américains et autres sur les affaires d'Algérie...

La résolution votée en ces dernières semaines de décembre par l'assemblée générale de l'ONU demande simplement **l'ouverture de négociations entre la France et l'Algérie et reconnaît le droit** ci le droit à l'indépendance. 35 pays l'ont votée contre 18 et 21 abstentions (alors qu'en 1953, l'inscription à l'ordre du jour de la question algérienne avait été repoussée par 28 voix contre 27). Les Etats-Unis comptent parmi les abstentionnistes. Tandis que s'alignent parmi les 18 « **amis de la France** » (?) : l'Espagne franquiste, les dictatures latines et l'Afrique du Sud, atrocement raciste.

Ce qui nous intéresse encore davantage, c'est que ce vote de l'ONU a été précédé d'une résolution de la C.I.S.L. publiée le 26 septembre, et dont voici le texte essentiel :

« La C.I.S.L. fait appel aux délégations gouvernementales pour qu'elles demandent au gouvernement français d'annoncer son intention d'ouvrir des négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien sur la base de la reconnaissance par la France de la nation algérienne et de son droit à l'autodétermination.

Cette initiative est une application de la résolution du congrès de la CISL de Tunis (5 au 13 juillet 1957), qui contenait également ces heureuses obligations :

« Le Congrès réitère l'appel lancé par la 18e session du Comité Exécutif au gouvernement français, l'invitant à rétablir la liberté syndicale, à relaxer les syndicalistes emprisonnés et à instaurer la liberté d'expression ainsi que le libre exercice des activités syndicales.

« Fait appel en outre au gouvernement français pour qu'il libère toutes les personnes détenues pour des raisons politiques et reprenne tous les employés et ouvriers licenciés pour faits de grève nationale ou pour des activités politiques. »

Ce qui nous paraît inconcevable, c'est que cette intervention ait provoqué une vive réaction de la Fédération des Travaux publics F.O. (lettre à Bothereau du 1er octobre, publiée dans **Travaux Publics et Transports**).

La Fédération reproche avec quelque raison à la C.I.S.L. d'avoir admis les syndicats algériens liés au **F.L.N.**, et rejeté les syndicats de tendance messaliste qui ont gagné notre confiance et notre sympathie, parce qu'ils sont victimes des deux nationalismes terroristes. C'est fort bien. Mais la paix par l'autodétermination du peuple algérien oriente les partisans de Messali-Hadj plus encore que ceux du F.L.N. Rien dans les résolutions de la C.I.S.L. ne reconnaît le monopole exclusif d'un parti algérien. Notons pourtant que des négociations pour un « cessez-le-feu » ne peuvent s'engager qu'entre des forces militairement antagonistes.

La Fédération, animée d'un beau zèle démocratique réclamait des élections pour la désignation des représentants authentiques du peuple algérien. Elle est servie, par les opérations de novembre. Nous avons à Paris un groupe de députés algériens dont « l'authenticité » confine au miracle !

Mais le plus grave c'est que l'on incrimine surtout la date de l'initiative. Ces heures avant le référendum français du 28 septembre. Le document cependant était adressé à l'ONU. Le bureau de la C.I.S.L. parle plus facilement aux gouvernants qu'aux peuples. Hélas ! On voudrait croire avec la Fédération F.O., que l'Internationale syndicale lançait aux élections françaises et algériennes un message internationaliste. Pour s'en féliciter autant que la Fédération s'en inquiète.

Celle-ci, qui compte à sa tête, des syndicalistes éprouvés et solides, ne pourrait-elle jamais, sur vigilance internationale par une rigoureuse introspection ? Où se tenaient ses syndiqués d'Alger, le 13 mai 1958 ? On espère sincèrement qu'ils ne figuraient pas parmi les bruits et fureurs fascistes, « intégrant » les Musulmans à coups de bottes dans les fesses. Nous ne désirons quère cette simplicité. On a le droit d'acclamer Massu. On doit chercher le visage du prétendant algérien, sous la barbe de Messali-Hadj, précurseur et apôtre. Mais on ne peut servir alternativement l'un et l'autre. Et chanter « **Vellions au Salut de l'Empire** » sur l'air de l'**Internationale**, produit une cacophonie dont il faut sourire ou s'irriter.

LE PROBLÈME DES ÉTUDIANTS

par A. DEVRIENDT

Une grève rassemblant professeurs et étudiants a, ces temps derniers, rappelé à l'opinion publique, les conditions lamentables dans lesquelles doivent se dérouler les travaux et les cours de nos facultés. Manque de places dans les salles de cours, les laboratoires. Pas assez de professeurs. Trop peu de restaurants universitaires. Quant au problème du logement...

Il est notoire que depuis la dernière guerre une offensive généralisée est livrée contre l'école laïque. Que les représentants de la droite, relisant constamment les crédits nécessaires à l'Education nationale, ont distribué des fonds importants aux écoles confessionnelles. Les gouvernements de « gauche » ne faisant rien, à part des discours... et la guerre en Algérie.

Dans la Ve République, la politique de Grandeur ne concerne certainement pas l'école publique. De Gaulle a nettement signifié aux étudiants en grève qu'il était seul juge en la matière.

Ceci dit, nous n'oublions pas que les étudiants des universités sont, dans leur grande majorité des fils de bourgeois, fonctionnaires et paysans aisés (3 % seulement de fils d'ouvriers). Nous n'oublions pas que nous retrouverons la plupart d'entre eux dans les usines, les chantiers, etc. Ils seront nos patrons, nos chefs, nos dirigeants. Ils seront les juges qui nous condamneront pour faits de grève. Ils seront la hiérarchie ! Ils jouiront de salaires confortables et s'emploieront à ce que les choses restent en l'état, en se dressant souvent contre la classe ouvrière pour défendre leurs privilèges. Fils de bourgeois, ils continueront la tradition.

Bien sûr, nous préférons quand même voir les milliards des budgets aller à l'Education Nationale plutôt qu'à la Défense Nationale. Cependant, nous, anarchistes, voudrions pour l'imaginerait la Société basée sur l'égalité sociale.

Or, un des stades pour y parvenir, serait que la collectivité ne se dit pas l'Etat — prit en charge tous les frais nécessaires à l'étudiant, lui assurât ses moyens d'existence pendant la durée des études. La même chose pour les apprentis ouvriers. Cela permettrait aux enfants des travailleurs d'accéder aussi aux hautes études. Cela détruirait également un des arguments majeurs (avec celui des fameuses « responsabilités », dont on peut discuter) des partisans de la hiérarchie. Ceux-ci invoquent souvent, en effet, le différent leurs privilèges, la longueur et le coût de leurs études.

Ainsi, il serait donc normal que, chacun après avoir bénéficié de l'expérience et de l'aide de tous, apportât sa contribution à l'effort collectif, selon ses aptitudes, et qu'il reçût en retour, quelque soit la place occupée, une part égale dans le partage des biens produits.

ERRATUM — Dans l'article consacré au Professeur Pierre Girard, il fallait lire : Directeur de l'Institut de Biologie physico-chimique. Une bonne brochure : **Le rôle social de la Science**, a été également omise. — A. S.

ÉVOLUTION SYNDICALE AUX U.S.A.

par J.-Ph. MARTIN

LE syndicalisme américain est devenu un syndicalisme de grande masse en raison de la tendance à englober dans une organisation tous les ouvriers, qualifiés ou non, des grandes industries, par opposition à l'ancien unionisme de métiers.

Considérant la part croissante du gouvernement dans la vie économique et sociale au pays de la libre entreprise, les dirigeants ont cru devoir modifier les anciennes méthodes qu'ils jugeaient insuffisantes, d'où les appels répétés à l'adresse du gouvernement fédéral et, par suite à l'étatisme.

Malgré l'accroissement des effectifs syndicaux, malgré les résultats obtenus par les grèves de 1945 et 1946 qui témoignèrent de la puissance du mouvement ouvrier américain, on se demande pourquoi les travailleurs n'ont pas réagi plus énergiquement contre le renversement de la loi Wagner. Le vote du Taft Hartley Act en 1947 privé les organisations ouvrières d'un certain nombre de droits que leur avait fait obtenir le National Labor Relations Act de 1935, loi sur les relations du travail, connue sous le nom de loi Wagner.

Le « National Labor Relations Act » donnait aux ouvriers américains le plein usage de leur force dans les négociations collectives ; il protégeait les travailleurs contre ce qu'on appelait les pratiques déloyales utilisées par le patronat pour empêcher les ouvriers de s'organiser. Il n'y avait aucune clause relative à la limitation du droit de grève. Ce droit est singulièrement restreint par les dispositions de la nouvelle loi. Les tribunaux peuvent lancer des injonctions contre toute grève déclarée illégale. En outre le « closed shop », obligation de n'embaucher que des ouvriers syndiqués, est interdit. L'union-shop n'est toléré que si 30 % des ouvriers demandent un vote à ce sujet, à la suite de quoi le N.L.R.B. (National Labor Relations Board) convoque une élection qui, pour décider de l'implantation d'un syndicat, doit réunir la majorité des suffrages. Enfin, le Taft-Hartley Act oblige les organisations syndicales à fournir de si nombreuses précisions que John Lewis a pu dire qu' « il n'y a pas une seule organisation qui puisse être assurée que les rapports qu'elle aura fournis seront considérés comme satisfaisants ».

Avant de dénoncer tout ou partie d'une convention collective, le syndicat doit donner un préavis de 65 jours. En cas d'urgence et si le conflit affecte l'économie nationale, le président des Etats-Unis peut imposer un « temps de refroidissement » de 80 jours pendant lequel une commission d'enquête désignée par lui rédigera un rapport sur les cas ses du conflit. Pour aider patrons et syndicats à résoudre leurs problèmes dans les discussions l'Etat fédéral met à leur disposition les services de commissions de médiation. Les médiateurs fédéraux n'ont pas le pouvoir de trancher les problèmes, leur fonction consiste à rapprocher les points de vue, à « arrondir les angles » dans les conflits qui peuvent survenir à tous les stades des négociations collectives.

Habitués à ce processus de négociations, la plupart des syndicats sont persuadés qu'il n'est pas de conflit qui ne puisse se résoudre pacifiquement autour d'un tapis vert d'une table de conférences. Ainsi donc les grèves sont progressivement éliminées. Il n'est pas rare de voir des militants s'en réjouir, même parfois tourner en dérision le passé de luttes et l'action courageuse de leurs aînés.

Une telle évolution est significative du nouvel esprit qui domine aujourd'hui les relations du patronat et du salariat aux U.S.A. L'appel à la volonté des travailleurs cède le pas devant l'appel à l'Etat. A l'action directe qui tentait autrefois d'arracher au capitalisme, morceau par morceau, son autorité économique, se substitue une combinaison de l'action syndicale et de l'action parlementaire. Ainsi les plans ouvriers orientent la marche de l'A.F.L.-C.I.O. Les fonctionnaires, les mains de ses cerveaux de inspirés par des professeurs, techniciens, de professeurs. Ils d'administrateurs d'avocats. Ils ne portent pas la marque de textes prolétariens.

L'esprit du syndicalisme lui-même se transforme. Le souci d'obtenir « un statut du travail », à la façon fonctionnaire, l'emporte sur la volonté combative et constructive de planter au sein de la société actuelle, des institutions ouvrières prêtes à devenir des organes compétents de remplacement.

(A suivre)

SOUSCRIPTIONS

Sommes reçues du 25 novembre au 27 décembre

Patty, 450 ; Pulligoni, 450 ; Fresnais, 150 ; Germain, 300 ; Ribeyron, 500 ; Delannoy, Roche, Landion, Sévère, 500 ; Lantuejoul, 200 ; James, 500 ; Tony-Taffin, 1.000 ; Blachier, 500 ; Marces, 1.000 ; Belloni, 250 ; Damade, 100 ; Guiguard, 150 ; Moreau J., 150 ; X, 950 ; Cariat, 400 ; Quastana, 150 ; Blachier, 500 ; Deloffre, 215 ; Hérissé, 500 ; Ligner, 250 ; Gourcarol, 150 ; Bernizet, 50 ; Jordy, 570 ; Maillé, 450 ; Rezzoli, 450 ; Perdi-Fabry-Pracchia, 1.350 ; Predieri, 450 ; Herluison, 150 ; Garcia A., 450 ; Cours, 50 ; Bottan, 50 ; Gougel 150 ; Groupe St-Nazaire, 7.000 ; Cossel, 300 ; Dupuis, 450 ; Buaiol, 350 ; Tesseri, 150 ; Hoffer, 150 ; Luizel, 150 ; Sache, 150 ; Bouthors, 450 ; Barrue, 900 ; Testud, 100 ; Leffargues, 200 ; Brisson, 200 ; Montmélian, 150 ; Michel J., 150 ; Latard, 450 ; Aubin, 150.

SOUSCRIPTION SPECIALE

pour laquelle s'étalent engagés des camarades pour unedurée d'un an et qui se trouve terminée.

Sommes reçues du 24 novembre au 27 décembre

Lanen, 2.000 ; Gr. d'Alforville, 2.500 ; Germain, 1.000 ; Sadik, 1.000 ; Durry, 1.000 ; Aubert, 1.000 ; Groupe d'Oyonnax, 6.000 ; J.-P. Martin, 2.000 ; Gouarin, 500 ; Lepeyre A., 5.000 ; Delorme, 2.000 ; Andrieux, 400 ; Gouroussi, 500 ; Gr. St-Nazaire, 1.000 ; Gr. de Saintes, 2.000 ; Gr. d'Asnières, 3.200 ; Damade, 1.000 ; Vivante, 2.000 ; Lesée et Cotterne, 1.000 ; Volpi, 2.000 ; Mme et Marc Prévôtel, 2.000 ; Gr. de Lorient, 4.000.

Notre Coopérative est constituée !

Le samedi 20 décembre 1958, dix camarades réunis au siège du « Monde Libertaire » fondaient la Coopérative qui doit prendre en charge la gestion de notre journal et de la librairie.

Pourquoi cette Coopérative ?

Vous savez que, depuis la reconstitution de la F.A. nous avons toujours été de l'avant, malgré des moyens financiers réduits : le lancement du « Monde Libertaire » ; ensuite sa diffusion dans les kiosques ; achat du local rue Ternaux et ouverture de la permanence avec un camarade appointé, chargé de toute la partie pratique concernant l'administration du journal et de la librairie.

Tout cela coûte cher — fort cher...

Nous avons pu tenir cette année grâce à des militants qui s'étaient engagés à effectuer des versements réguliers à une souscription spéciale, ouverte au mois de décembre 1957, pour un an. Ces camarades ont tenu parole. Mais l'année touche à sa fin, la souscription spéciale aussi...

Nos rentrées ordinaires de fonds ne suffisent pas à couvrir les frais d'imprimerie ni à assurer le salaire de notre camarade permanent.

Et pourtant, si nous voulons assurer une diffusion de plus en plus grande du « Monde Libertaire » et un plus grand rendement de nos idées, il faut persévérer dans notre lutte.

Pour toutes ces raisons et d'autres (1), nous avons pensé fonder une Coopérative. Cette forme d'organisation a été, de longue date, préconisée par les anarchistes.

Nous voulons aussi, par ce moyen, associer tous nos amis, plus étroitement encore à la gestion de notre journal, en faire une entreprise commune, une œuvre collective. Nous voulons que le « M. L. » appartienne réellement à tous ceux qui le soutiennent.

Les événements actuels doivent resserrer les liens entre tous ceux qui se réclament de l'idéal anarchiste, afin de pouvoir traverser la période difficile qui s'annonce. Le réveil de l'esprit de lutte dans le peuple, auquel nous aurons contribué, devra nous trouver solidement préparés.

Pour cela, les efforts de **TOUS** sont indispensables.

Notre coopérative est donc bien un moyen de réunir toutes les bonnes volontés, et elle permettra à tous ceux qui veulent nous aider, de participer à la vie de la Fédération Anarchiste.

Elle est fondée légalement. **Les statuts, en cours d'impression, seront envoyés gratuitement à tous ceux qui les demanderont.**

NOUS ALLONS EMETTRE DES ACTIONS DE 1.000 FRANCS. Il suffit de prendre une action pour être membre de la Coopérative, et chacun a la possibilité d'en prendre plusieurs à la fois, ou d'en acquérir d'autres au cours de l'année.

La Coopérative a pris le nom de :

LIBRAIRIE PUBLICO
(Publications Libertaires Coopératives)

Le Comité d'administration se compose des camarades suivants :

Garcia - Hautemulle - Devriendt - Vincey.

Le commissaire aux comptes est le camarade Fournier.

Le président : Vincey.

Les frais de constitution engagés sont très importants. Aussi n'attendez pas : **SOUSCRIVEZ DES MAINTENANT !**

Envoyez vos versements au C.C.P. Vincey G. Paris 10569-77, 3, rue Ternaux, Paris-11e, en spécifiant bien à quoi est destinée la somme envoyée.

SOYEZ TOUS MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE !

Le Comité d'Administration du Monde Libertaire.
Le Comité de Rédaction.

(1) Notamment nos rapports avec le fisc.

De Colombey à l'Elysée

(Suite de la page 1)

force comme sans cohésion, dépassée, submergée par des événements qu'elle n'avait pas su prévoir et qu'elle a été incapable de combattre.

Et maintenant ?

Gouvernant aujourd'hui par « ordonnances », le général De Gaulle va entrer demain à l'Elysée « des pouvoirs tels qu'il sera, sous le couvert d'un paravent démocratique, un dictateur de fait.

L'Etat-fer paraît-il, pavé de bonnes intentions. Dans ce sens, je veux bien admettre que le général soit le moins mauvais des dictateurs possibles. Objectivement, nous devons inscrire à son actif des actes tels que : la libération de quelques objecteurs de conscience, une ouverture (malaadroite) de paix en Algérie, l'offre d'indépendance aux territoires d'outre-mer (dont a immédiatement et pleinement bénéficié la Guinée), un effort pour écarter l'Armée du pouvoir politique.

Mais quelles que soient ses plus ou moins bonnes intentions, le général-Président devra compter avec trois facteurs. Le premier est l'écrasante majorité parlementaire de ceux qui se réclament de gaullisme : il ne pourra gouverner contre eux et les « activistes » de l'U.N.R. cherchent à l'entraîner très loin dans l'instauration d'un régime totalitaire. Le deuxième facteur est la réalité économique qui, se moquant des rêves, ne permettra la réalisation de la « grandeur française » qu'aux prix d'une sévère austérité (1). Enfin, troisième facteur : la formation intellectuelle du général lui-même. D'abord traditionnaliste, monarchique et chrétienne, elle endiguera très facilement les quelques possibles velléités novatrices.

Entre ces limites, il ne restera au général qu'une faible marge de manœuvres. Trop faible pour lui permettre des initiatives hardies et révolutionnaires telles que celles qui, en Turquie et au Mexique, auréolèrent d'un certain lustre les dictatures de Mustafa Kemal et du général Cardenas.

Par contre, avec toute l'inconscience politique qui le caractérise, avec tout son orgueil « d'homme providentiel », avec toute sa mystique de « sauveur », De Gaulle aura brisé les fragiles barrières qui retenaient la France dans sa glissade vers les abîmes totalitaires.

Son retour au pouvoir, dans les circonstances où il s'est produit, aura dangereusement réveillé jusqu'au sein même du prolétariat cette psychose nationaliste et cocardière dont notre pays, malgré son passé révolutionnaire, ne s'est jamais complètement guéri.

C'est pourquoi, dans la balance de l'Histoire, les quelques mesures paternalistes et libérales du « président » apparaîtront de peu de poids en regard de ce mal dans l'inconnu où les Français, tels les moutons de Panurge, auront suivi le général.

Il reste maintenant aux minorités révolutionnaires dérisoirement faibles, mais représentant la seule valable opposition d'aujourd'hui, de préparer les nécessaires sursauts de demain.

Maurice FAYOLLE.

(1) Dont les récentes mesures budgétaires, financières et économiques nous donnent un avant-goût prometteur !

LE COIN DES JEUNES

De la Croix gammée à la Croix de Lorraine

L'INTOLÉRABLE CAMPAGNE...

C'en est devenu une coutume, comme tous les ans, le Comité national de défense contre la tuberculose lance sa campagne de vente du timbre. Deux problèmes se posent à ce sujet. Le premier est un problème de fond :

Chaque école publique reçoit vers la mi-novembre un lot de timbres proportionnel au nombre d'élèves. Ces timbres sont distribués dans les classes par les soins de l'administration de l'école. Les élèves ne sont pas obligés de les acheter mais, inaucne subtile, sont pratiquement obligés de ramener l'argent correspondant. Et l'on voit les enfants faire les boutiques du porte à porte.

Bien entendu, aucun règlement n'oblige l'élève à accepter ce système, mais d'autres moyens sont utilisés : la persuasion, le spectre de la consigne ou l'idée de la rancœur. Les jeunes croient au châtiment et même dans les sections où l'âge dépasse dix-huit ans, la majorité y croit. L'école publique est-elle une organisation de charité ? Est-il nécessaire que les élèves jassent cette « bonne action » comme travaux pratiques de morale ? Ce Comité national de défense contre la tuberculose n'est que l'expression camouflée d'une organisation de l'Etat. L'achat de ces timbres est donc purement un impôt. Les gouvernants ne veulent pas utiliser ce mot, car ils savent que les « gens bien » ont besoin de faire la charité, d'une part pour libérer leur conscience, d'autre part parce que cela leur prouve leur supériorité.

Ne mésestimons pas, ce système est pratiqué à grande échelle : combien de dimanches sans journée nationale en faveur de ceci ou cela ? L'Etat pourrait créer des timbres en faveur de la construction ou du réseau routier. N'est-ce pas une idée à faire fructifier ?

Le second problème est tout récent et est un problème de forme. Nous assistons actuellement en France à un phénomène qui s'est produit au début du nazisme en Allemagne : on y a vu apparaître, fleurir et se multiplier la mémorable croix gammée. Cela ressemble à une campagne publicitaire de telle marque de lessive ou d'essence, qui couvre les murs de papiers, attirant la faveur de la foule, tout naturellement. Devons-nous, comme sur ces timbres ou ces petits fanions, charmante innovation, voir refleurir partout cette croix de Lorraine, telle la croix gammée. Ces timbres avec cette croix et l'indication « Notre Salut » ont l'air d'être issus des affiches du dernier referendum. Méfions-nous ! Tous ces enfants qui jouent avec ces gentils drapeaux de plastique blanc, frappé de la croix de Lorraine, sont-ils d'habitude à cette croix et ne va-t-elle pas devenir pour eux le symbole de la bonne action ?

Il faut réagir ; tous les parents d'élèves doivent refuser cette situation s'ils veulent la liberté dans l'école.

Jacques BOYER.

VIE DE LA FÉDÉRATION

Prière de noter la nouvelle adresse de la Trésorerie Nationale :

Clément FOURNIER
3, rue Ternaux, Paris-11e
C.C.P. 12.547-99 PARIS

Trésoriers de groupes, individualités mettez-vous à jour, n'attendez pas la lettre de rappel.

LA PROPAGANDE COUTE CHER !

Merci à tous.

BULLETIN INTERIEUR DE LA FEDERATION

Envoyer la copie à insérer au camarade Joaquim SALAMERO, 70, rue Lecoq, à Bordeaux. Commandes et fonds au camarade Aristide LAPEYRE, 44, rue de la Fusterie, à Bordeaux. C.C.P. Bordeaux 485-12.

COMITE DE RELATIONS DE LA F.A.

Nous rappelons à tous les camarades de province, selon le vœu émis lors du Congrès de Paris, qu'ils sont invités à participer aux réunions du Comité qui ont lieu le DEUXIEME MARDI DE CHAQUE MOIS, à 21 heures, 3, rue Ternaux, Paris (11e).

ACTIVITÉS des GROUPES

REGION PARISIENNE. — Permanence tous les samedis, de 15 à 19 h. 30, 3, rue Ternaux, Paris (11e).

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL. — Prochaine réunion du groupe vendredi 9 janvier, à 21 heures, au local du groupe, 8, Montmartre, « Le quart d'heure du militant », par Clément Fournier.

GROUPE ANARCHISTE SACCO-VANZETTI, PARIS (18e). — Réunion du groupe tous les vendredis, à 21 heures. Renseignements et adhésions, 3, rue Ternaux, Paris (11e).

PARIS (11e). — Réunion tous les vendredis, 21 heures, 3, rue Ternaux. Renseignements et adhésions même adresse.

CHOISY-LE-ROI. — Groupe F.A. : tous les dimanches matin, de 11 h. à 12 h, Salle du Foyer des Sociétés, rue du Docteur-Roux - Choisy-le-Roi (Seine).

VERSAILLES. — Groupe « Francisco-Ferrer » : réunion du groupe le premier dimanche matin du mois. Pour tous renseignements s'adresser à Payolle, 9, rue de la Paroisse à Versailles (S.-et-O.).

MAISONS-ALFORT ET ENVIRONS. — Groupe Anarchiste, réunion chaque vendredi. Renseignements au siège, 3, rue Ternaux, Paris (11e).

ASNIERES. — Groupe Anarchiste : Salle du Centre administratif (deuxième et quatrième mercredis).

LYON. — Groupe Durutti : permanence tous les samedis, de 17 à 19 heures, Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, Lyon (3e). Renseignements et adhésions.

LILLE. — Groupe anarchiste « La Commune libertaire », C.N.T., S.I.A., espérantistes-révolutionnaires. S'adresser à Paul DEBEITER, rue Boucher-de-Perthes, 4, Cité de la Digue Lille (Nord).

BORDEAUX. — Groupe Anarchiste « Sébastien-Faure » : s'adresser à Joachim Salamero, 70, rue Lecocq, Bordeaux.

GROUPE ANGERS-TRELAZE. — Réunion deuxième mercredi du mois, à 20 h. 30, au lieu habituel. Bibliothèque et librairie.

GROUPE ANARCHISTE DE MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, de 18 h. 30 à 20 heures, 12, rue Pavillon, 2e étage.

GRENOBLE. — Les camarades de Grenoble intéressés par l'action de la F.A. peuvent écrire à KERAVIS, 3, rue de Jemmapes, qui les convoquera.

GROUPE DES AMIS DU MONDE LIBERTAIRE, à Commentry. — Prière de prendre contact avec le camarade Maflant, boulevard Rambourg, à Commentry.

GROUPE LIBERTAIRE DE SAINTES. — Prière de prendre contact avec le camarade Georges Auzanneau, route de Marennes, à Saintes.

CARCASSONNE. — Groupe Han Ryner : Francis Dufour, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, Carcassonne (Aude).

BEAUCAIRE - TARASCON. — S'adresser à Antoine Pascal, 37, rue Jean-Jacques-Rousseau, à Beaucaire (Gard).

VICHY. — Groupe F.A. : pour tous renseignements, s'adresser au camarade Terrenoire, jardiniste, Belle-Rive (Allier).

NANTES. — Groupe « Francisco-Ferrer » : réunion les premiers et troisième lundis de chaque mois, au café des Acacias, à 20 h. 30, place Viarme.

Pour tout renseignement, écrire au secrétaire, Pass, avenue de la Champignonnerie, Nantes (Loire-Atlantique).

SAINT-ETIENNE. — Groupe Anarchiste « Sébastien-Faure » : réunion le deuxième samedi, à 18 heures. Journaux, bibliothèque, service de librairie. Rex, 34, rue Rouget-de-l'Isle.

LE MANS. — Groupe F. A. : permanence et réunions, salle de la Maison sociale, 1, Le Mans. S'adresser au camarade Pasnon, 17, rue de Flore, Le Mans.

ROANNE. — Groupe F.A. : s'adresser au camarade Grélaud, 30, rue Jules-Guesde, Roanne (Loire).

STRASBOURG. — Etudiants libertaires : permanence tous les mardis, de 14 à 15 heures, au restaurant « La Tête Noire », quai des Pêcheurs. Contacts et documentation.

PRÈS DE NOUS

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE
REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
SOMMAIRE DU N° 133

Un appel aux syndicalistes libres,
Les militants et les autres.
Par G. LAMIZET.

Replaçons l'action syndicale devant ses véritables buts.
Par Clément SEMIRE.

Les possibilités de Force Ouvrière.
Par Clément DELSOL.

Un parlement plus royaliste que le roi.
Par J. PERA.

Visite aux conseils ouvriers yougoslaves.
Par R. JOUSSELIN.

Le docteur Jivago n'est-il qu'un robouteux Khrushchevien ?
Par Maurice LIME.

Prix : 120 francs.

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL. — 23, Rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS 9e.

PERMANENCE : Tous les après-midi, sauf les dimanches et lundis de 14 h à 19 h.

INTERLINGUA YALA. — Langue internationale auxiliaire. Pour tous renseignements concernant l'Interlingua, s'adresser à Marchal, 8, avenue Jean-Alcari, Paris (11e).

Le Directeur de la publication : Maurice LAISANT.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Impr. du Courrier du Commerce, 60, rue René-Boulanger, Paris-10e

LIBRAIRIE du "Monde Libertaire"

Une malencontreuse erreur d'interprétation a fait que, le mois dernier, les exemplaires du « M. L. » mis dans les kiosques n'ont pas eu l'encart comprenant notre catalogue de librairie.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

TITRES EPUISES

La torture à travers les âges, de Lacaze-Duthiers.
L'Homme sans dogme, M. Guichard.

NOUVEAUTES

LAS VERGNAS — Jésus-Christ a-t-il existé	550 fr.
G. ARNAUD — Marechal P.	335 fr.
A.-P. LENTIN — L'Algérie des Colonels	335 fr.
BORIS PASTERNAK — Le docteur Jivago	1.740 fr.
RICHARDS — Lessons of the Spanish Revolution	430 fr.
MOLINA — Noche, sobre Espana	470 fr.
PEIRATS — La C.N.T. en la Revolucion Espanola (3 tomes)	2.340 fr.
Le dictionnaire du Canard Enchaîné	195 fr.

DE L'ACTION SOCIALE

Le fait moral est-il un fait social et le fait social en général pourrait-il faire l'objet d'une science proprement dite ? Quel est l'élément qui s'oppose à la constitution d'une telle science ? De toute façon l'aspiration à édifier une « nature morale », aussi limpide pour le moraliste que l'est la nature physique pour le physicien, ne serait valable que pour une société et dans des conditions données. Toutes réserves faites sur les améliorations possibles.

Les mœurs, les langues, les religions les arts sont l'œuvre de l'homme, le témoignage de son activité, la matière même de son histoire. Comment relier cette diversité selon le temps et le lieu avec le caractère essentiel de la nature, qui est constante et uniforme.

Le sentiment du devoir n'est donc en aucun ordre le signe infaillible de la vérité, mais seulement de l'effort qu'il nous faut faire pour la reconquérir. D'où ce penchant de mesurer

par le Dr H. HERSCOVICI

la valeur morale de nos actes à l'intensité du sentiment du devoir. La conscience au service d'un idéal fournirait à l'action des ressources imprévues. La vérité morale n'est qu'un système d'actions déterminées. Quand à constituer une morale naturelle, le fait nous semble impossible. La nature n'a pas de principes, elle ne blâme pas le mal du bien. De plus, elle ne nous fournit aucune raison de croire que la vie humaine est respectable.

D'autres envisagent la morale comme l'application de principes définis par la volonté humaine. Toute politique et toute morale se fondant en définitive sur l'idée que l'homme a de l'homme et de son destin.

Et plus notre connaissance des lois de cette nature sociale sera étendue et exacte, plus nous pourrons espérer en tirer des applications pratiques.

Les aspirations humaines sont étroitement liées aux nécessités de la vie dont la plus impérieuse est le désir d'équilibre. Or, quest-ce qu'en effet l'idée de Justice, sinon le sentiment que dans le domaine moral, aucun écart aux règles établies ne saurait être subi, toléré, sans qu'il en résulte une perturbation nuisible à notre être, aux êtres voisins auxquels le sort de notre existence nous lie et, par là, à la société humaine.

Le juste et l'injuste sont des notions extérieures et non des attributs qui expliquent la nature de l'âme. Il n'y a donc point de vie conforme à la raison sans la connaissance claire, et les choses sont bonnes dans la mesure seulement où elles aident l'homme à jouir pleinement de la vie de l'âme.

Il n'y a pas d'ordre moral, mais l'opère se fait et recommence avec chaque vie humaine, donc avec chaque conscience parce que le destin de la vie se trace et s'efface à mesure que la vie se développe ? Ce destin d'où vient-il ? L'élévation morale consiste à faire faire un sentiment en faveur d'un autre complexe.

L'idéal bien que produit par l'imagination créatrice est toujours fondé sur la connaissance du monde réel, et la véritable valeur morale réside non dans la relativité des choses et des événements mais seulement dans la volonté et dans la persistance d'un idéal de vie élevée.

LE DANGER ALLEMAND

par Willy HUPPERTZ

DEPUIS que, par la guerre de 1870-71, l'Allemagne célébra son unité retrouvée et la renaissance de la fameuse « Nation allemande » que le chancelier de fer et de sang — Bismarck — se retrouvait alors d'accord avec les Hohenzollernes et Karl Marx lui-même sur la « Question nationale », cette « Nation allemande » a largement pris sa part de tous les actes barbares qui se sont commis depuis en Europe au nom du « Nationalisme ».

On connait la pensée de Karl Marx, qu'il exprima lors de la guerre de 1870 : « Il faut que les Français prennent une correction, afin que le centralisme allemand abatte le proudhonnisme (fédéralisme) français, pour que s'affirme la supériorité de la conception allemande du socialisme, pour le salut du monde ». Tel était le verdict marxiste.

Le monde fit connaissance de cette nation pour le moins réactionnaire, pseudo-socialiste, avant tout par le militarisme, qui, en 1914, ouvrit l'ineptie mondial avec des paroles de Guillaume II; « Je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands ». De la réaction aux socialaux-démocrates on hurla en chœur : « Deutschland, Deutschland über alles, über alles in der welt ! ». Et les massacres se perpétuèrent jusqu'en 1918.

Au début du mois de novembre 1918, tous les dirigeants de l'Etat, y compris l'ensemble des dirigeants effectifs de la social démocratie étaient encore d'accord pour continuer la guerre avec l'empereur.

Mais les terribles souffrances endurées par les masses furent la cause des révoltes qui terminèrent la guerre et les sociaux démocrates toujours prêts à tous les revirements se joignirent à ces mouvements et y jouèrent leur rôle de traîtres, en canalisant la fureur du peuple affamé. Finalement par leur incapacité ils perirent à la reaction de se renforcer jusqu'à ce que le « grand Führer » vint, vit et vainquit au nom du National Socialisme.

Un empire éternel « Grand Allemand » devait mettre le monde au pas pour mille ans — de nouveau par le Fer et le sang « Aujourd'hui l'Allemagne nous obéit, demain ce sera le monde entier ! » hurlaient les masses abruties.

De nouveau, les socialux-démocrates coopérèrent à M. Hitler les tolèrerait. Ils le crurent lorsque celui-ci fut en possession de tous les pouvoirs.

Le 1er mai 1933, les sociaux-démocrates prirent les nazis de laisser saccager leurs syndicats, ce qui aurait au moins permis aux bonzes de subsister également. MM. Hitler et Cie les balayèrent tout simplement.

Et les choses suivirent leur cours, avec les camps de concentration, la mitraillade de tous les rouages du pays, jusqu'à la guerre de Pologne, où fascistes et bolchevicks, à sens de même espèce, se partagèrent « fraternellement » leur proie. M. Hitler proclamait : « Bismarck a dit : Alliez-vous avec l'Est, et vous contribuerez au bien du peuple allemand. MOI, j'ai réalisé cela ! une éternelle amitié avec l'Est ! ».

Ce qu'il advint ensuite est connu. L'empire qui devait durer 1.000 ans s'engloutit dans une mer de « fer et de sang », entraînant une partie de la terre dans la ruine et la misère.

Cependant, celui qui croirait que les clameurs pour l'« Unité allemande » se sont tues, se trompe, perait.

De l'est et l'ouest de l'Allemagne s'élèvent de nouveau des appels exaspérés au nationalisme. Cette fois, c'est sous l'impulsion des puissances occupantes des 2 zones. Chaque partie fait de la surenchère pour la réunification du pays. Cependant chacun voit que cela se fasse sous son égide, ce qui en vérité, fait des deux parties des adversaires acharnés, et aggrave encore la division.

Et la militarisation se poursuit activement des deux côtés.

La zone ouest, cependant, possède un potentiel industriel plus grand et, sous la direction de Adenauer et Cie, présente un danger plus grand, en ce qui concerne le militarisme.

Mais de nouveau, les socialaux-démocrates, par leur attitude démagogique, permettent aux forces réactionnaires de faires des progrès rapides.

En Allemagne fédérale, une partie des masses, plus instinctivement que consciemment, était contre la remilitarisation ; la réaction progressive peut renverser les sociaux-démocrates si cette opposition s'enlise pratiquement au lieu de constituer une force d'opposition considérable.

Plutôt que de renforcer le « mouvement contre la remilitarisation », les socialistes font cas la propagande maintenant pour des volontaires dans l'armée fédérale et un de leurs députés au Bundestag — l'ex-capitaine nazi Berkhan, — déclarait après un blage de 4 semaines comme « volontaire » dans la nouvelle armée et après en avoir chanté les louanges : « On se remet vite dans l'ambiance ! » « Oui, monsieur Berkhan, dans l'ambiance de l'esclavage militaire !

D'autre part, il faut dire que les communistes (qui sont dans l'illégalité), déploient tous leurs efforts, avec la protection de l'Est pour que le combat contre l'équipement atomique et la remilitarisation, ne se transforme pas en un combat réellement pacifiste, mais que ce soit seulement une gêne pour le militarisme de l'Ouest au profit de l'Est. Comme le P.C. est interdit, ses militants entrent dans des organisations pseudo-pacifistes, qui malgré une ou deux agitations, ne prétent guère atteinte au militarisme.

La zone de l'Est est de plus en plus contaminée par l'esprit militariste, comme au temps des nazis. « Que nos chefs communistes, nous suivrons ! » Tel est le mot d'ordre.

Les forces vraiment libres et antimilitaristes sont également de faible importance en Allemagne de l'ouest. Aussi le danger allemand persiste, aujourd'hui comme hier, en tant que partie du danger mondial provenant des intérêts de l'Est et de l'Ouest, qui constituent une constante menace pour l'humanité.

LA RÉPUBLIQUE DES PÉTROLES

(Suite de la page 1)

avaient été momentanément écartées **de jure** et ouvre sans doute de belles perspectives encore à M. René Pleven (la grande victime du gaullisme) avec lequel il faudra sûrement composer davantage que prévu.

Je ne parle pas de la Banque Worms qui joue, comme à l'accoutumée, le jeu des Rothschild. Remarquons des amitiés anciennes qu'il avait dissoclées, le pétrole aura ainsi donné son style à la Ve République.

Nouveau ou pas, c'est la question.

Paul RASSINIER.

N.B. — Cet article était écrit lorsqu'on apprit que le Général de Gaulle avait reçu, le mardi 23 décembre, une délégation de la sidérurgie française conduite par M. Ramonet, ministre de l'industrie et du commerce, comprenant MM. de Vitry (Etablissements de Wendel), Charles Schneider, Damien (Usinor), Baboin (Sidelor), Roland Labbé (Lorraine-Escaut), Jean Martin (Serisal). Il s'agissait d'une première prise de contact et d'un échange de vues à la suite de l'entrée en fonctions de M. Delouvrier et au sujet de l'équipement et de la mise en valeur industrielle de l'Algérie, notamment dans la zone de Bône.

Ainsi l'équipement civil de l'Algérie sera vraisemblablement confié à Schneider, de Wendel par le truchement de la **Banque de l'Union européenne** où il met en tiers avec la Banque Rothschild et la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Banque Lazard n'ayant que de faibles participations dans cet organisme.

Schneider gagne sur tous les tableaux !

Le lecteur est prié de relire attentivement le passage de cet article qui traite des biens matrimoniaux qui unissent les enfants de Gaulle avec les Boissieu et les Montalembert, grands manitous des affires Schneider-de Wendel au niveau de la Banque de l'Union Européenne.

Une affaire de famille, en somme, le coup du 13 mai !

P. R.

Le « Registre International des Citoyens du Monde » — et le « Parti Mondial » et le « Mondialiste » ont la grande tristesse de vous faire part de la mort de Paul ZURLINDEN, le 3 décembre 1958, à Francfort. Il était connu dans son travail — en particulier comme secrétaire, faisant fonction de directeur, du « Registre International des Citoyens du Monde » — sous le nom de Paul AUBERT.

Né en Alsace le 1er novembre 1901, il avait été profondément marqué par la première guerre mondiale et par l'absurdité d'une mition de patrie qui dépendait de la victoire ou de la défaite.

Réfractaire à la guerre, il refusa successivement de servir dans les armées françaises puis, sous l'occupation, allemandes. Il était depuis poursuivi comme un criminel par l'imbécile Etat-nation.

Il servit sur les chantiers du Service Civil International pour la Paix. Il aima et servit la musique où il trouvait un refuge et une vérification de ce qu'il croyait. Il rendait service et montrait, chaque fois qu'il l'agissait du bonheur d'un autre, un touchant oubli de soi. Il a travaillé avec l'Abbé Pierre. Il était simple, courageux, efficace. Il portait en lui la paix et la lumière. C'était un homme — tel que les hommes devraient être.

Grâce à la solidarité des pacifistes et des citoyens du monde, il avait pu, récemment, franchir les frontières, quitter la France qu'il aimait; bien qu'elle le traitât en paria, recommencer sa vie. C'était trop tard.

Réunissons-nous avec lui en pensée, et ensuite en action, pour que les innocents ne soient plus les victimes.

Pour le R.I. des Citoyens du Monde et le Centre Mondialiste :

Maurice COSYN, Jean DIEDISHEIM, Jeanne HASLE, Mary LOYO, Jeannine NOUELLE, Abbé PIERRE, Jacques SAVARY.

— 55, rue Lacépède, Paris-5e.

Les difficultés de transmissions en ces périodes de fêtes nous ont empêché de recevoir en temps voulu la très intéressante étude de notre ami Fugler, Formes et Tendances de l'Anarchie. Le mois prochain, elle retrouvera dans cette page la place qu'elle mérite.

SCANDALEUSE MISÈRE

par Jeanne HUMBERT

« Cinq pays d'Extrême-Orient constituent à eux seuls presque la moitié de l'humanité. » La Chine compte environ 800 millions d'habitants. A la cadence de la vigueur reproductrice des Chinois, elle en comptera un milliard dans 50 ans.

Jusqu'ici, c'est la politique aveuglément dangereuse du surnombre qui avait prévalu au Japon, comme elle continue de prévaloir ici même. Déjà, en 1933, ce pays était dominé par l'anxiété causée par son surcroît de population et par les problèmes aux solutions quasi insolubles que cet état de chose soulevait, problèmes aggravés par l'interdiction de l'émigration asiatique vers les pays du Pacifique et de l'océan Indien et par la concurrence chinoise. Mais le péril n'est pas seulement au Japon; il est partout en Extrême-Orient et au Moyen-Orient. On a facilité dans ces régions un surpeuplement intensif et, maintenant, on commence à déplorer des méthodes imprudentes et qui compromettent l'avenir. Ainsi que l'écrivait Etienne Dennery, il y a déjà bien des années dans son ouvrage **Foules d'Asie** : « Pour quiconque a parcouru ces pays surpeuplés, il est incontestable que la surpopulation est une cause de malaise et de désordre et, au fond, de faiblesse. L'abondance des miséreux, des chômeurs, des sans métiers anémie un pays plutôt qu'elle ne le renforce. Le nombre des habitants n'accroît pas nécessairement la force d'un pays s'il diminue le rendement de chaque habitant. La menace de la surpopulation asiatique pour la paix est double : bien organisée, comme elle, elle portera fatalement les conflits au-delà des mers. »

***

La poussée démographique se fait sentir jusqu'en Amérique, au Brésil particulièrement. En Afrique, il y a chaque année 280.000 excédents de naissances. Les démographes accrédités estiment que, si rien ne ralentit le rythme actuel de l'exubérance démographique, la terre devenue trop étroite portera de 6 à 8 milliards d'êtres humains en l'an 2000, c'est-à-dire demain.

Quel remède apporter à ce mal capital ?

Tirer la « sonnette d'alarme » c'est bien, mais c'est insuffisant. Beaucoup de conférences de la presse quotidienne et périodique ont déjà mis à plusieurs reprises le doigt sur la plaie. Il n'a'l vu que très rarement de sérieuses propositions concernant les remèdes susceptibles d'endiguer le flot envahissant des hommes-en-trop. Le remède proposé depuis de nombreuses années par les néo-malthusiens : la limitation des naissances, est peu envisagé.

Le Japon, la Chine, l'Inde, sévèrement menacés dans leur économie, se trouvent actuellement devant la question n° 1 qui conditionne leur existence même et ont dû prendre l'initiative de demander à leurs ressortissants de limiter le nombre de leurs enfants. Ils ont mis à leur disposition tous les moyens propres à assurer cette limitation : cliniques d'avortement, cours d'éducation sexuelle, préservatifs gratuitement fournis, etc. Mais les résultats attendus seront lents car il faut remonter le courant des traditions, des croyances, de l'ignorance difficile à vaincre.

En Afrique, que fait-on dans ce domaine ? Rien. La pullulation humaine dans ce vaste coin du monde ne facilite cependant pas le règlement des problèmes épineux que rencontrent les gouvernements colonialistes, notamment en Algérie, où le pauperisme va de pair avec l'ignorance des indigènes.

Certains ne voient le problème que sous son seul jour économique, pensant qu'une politique distributive équitable des richesses du monde suffirait à assurer à toutes les bouches la nourriture nécessaire.

Hélas, parallèlement à la hausse constante de la population, une diminution de la production agricole mondiale se manifeste. « C'est la première fois, nous disent encore les augures, depuis la cessation des hostilités, qu'on enregistre un mouvement dans ce sens, en opposition flagrante avec celui du cheptel humain. » Un confrère du **Dauphiné** écrit : « Bien loin de reculer, la misère, la faim, la souffrance et la mort continuent donc à gagner sur notre planète. Le développement de ce sens de grandir entre les pays **riches** et les pays **sous-développés** ». Mais quand on voit les difficultés et les impuissances dans lesquelles se débattent les pays « riches » pour ne pas assurer du travail rémunérateur, des logements à tous et une vie heureuse, on se demande quels aide vraiment efficiente ils pourraient apporter aux pays « sous-développés ».

Arriverai-ton un jour à propager amplement et à faire adopter le remède immédiat, le seul qui parviendrait tout d'abord à sérer la situation mondiale ? Ce contrôle des naissances utile, non seulement chez les peuples démunis, mais chez tous les peuples de la terre, si l'on veut sortir de l'ornière et non s'y enliser chaque jour un peu plus.

Oui, mais voilà. Il faudrait renverser trop de barrières, de préjugés ancestraux, toucher à trop d'intérêts de classe, aller à l'encontre de dogmes religieux caducs... Et malgré la « sonnette d'alarme », les choses restent en état. Que meurent de faim des millions d'êtres humains, que souffrent de malheureux gosses mal venus, que crèvent des peuplades minées par des maladies inhérentes à la mal-nutrition, qu'importe ! Pourvu que soient maintenus les assises, les privilèges exclusifs, toute une organisation périmée d'un vieux monde qui finira par sombrer dans l'inévitable chaos.

A TRAVERS LE MONDE LIBERTAIRE

★ BRÉSIL

Ce n'est pas du café qu'on brûle dans les locomotives, ni de la plus belle baie du Monde (Rio de Janeiro) qu'il s'agit, mais d'une actualité terrible : les émeutes de la faim.

A Nombaca (Brésil) dix mille hommes et femmes se sont jetés littéralement sur les magasins de la ville et ont pénétré dans les maisons avec l'espoir d'y trouver un peu de nourriture.

Le fléau atteint au Brésil des proportions gigantesques, puisqu'il y a dans tout le pays au moins cinq cent mille affamés en proie au pire de tous les délires.

N'est-il pas temps au lieu de se lancer dans la stupide course aux armements classiques et nucléaires de résoudre les plus graves problèmes de notre époque.

Josué de Castro a déjà jeté un angoissant cri d'alarme en publiant ses deux ouvrages retentissants : Géopolitique de la Faim et Géographie de la Faim au Brésil.

Davantage, après ce violent réquisitoire contre le régime capitaliste, il a démissionné de la F.A.O. (Food Agricultural Organisation) Organisation mondiale pour l'Agriculture et l'Alimentation.

Que faut-il au genre humain pour l'attendre et lui faire prendre conscience?

En Chine, aux Indes, au Brésil, dans la moitié du Monde les affamés crient au secours.

Qu'attend le Monde entier pour faire table commune après voir institué partout la Birth Control? (Contrôle des Naissances).

LE TERRIEN LIBERTAIRE.

UN REPORTAGE DE Marc PRÉVOTEL

DE NEW YORK A LOS ANGELES...

III. - LES RACINES

PENDANT au moins un siècle, la plupart des immigrants arrivaient de l'Europe où ils avaient fui des persécutions religieuses (1). Anglais, Hollandais, Allemands, quelques Français. Ils prirent pied sur la côte est, de la Caroline au Massachussets, et firent souvent bon ménage avec les Indiens. Les premieres mésententes se produisirent à propos de terrains cultivés par certaines tribus à des colons alors que d'autres tribus continuaient de les parcourir. Ces chasseurs nomades qu'étaient les indigènes ne concevaient pas la propriété foncière comme les cultivateurs sédentaires.

La « frontière »

Au début, les immigrants s'établirent par colonies de même foi et, bien que fuyant des persécutions, n'hésitèrent pas à mener la vie dure à ceux qui, introduits parmi eux, voulaient adorer Dieu différemment. Avant que les plus acharnés eussent compris qu'il valait mieux se tolérer mutuellement pour prospérer, ces fanatiques s'endrêtèrent tout au long du XVIIe siècle. Le pli était déjà pris, cette attitude que les Américains d'aujourd'hui essaient de perpétuer sentimentalement alors que l'évolution historique et économique de la collectivité la rend tous les jours de moins en moins possible : tout homme mécontent de son sort pliait bagages et s'enfonçait vers l'Ouest, vers les terres vierges. La « frontière » n'était pas encore devenue un mythe. La « frontière », place mouvante qui, du Saint-Laurent au golfe du Mexique s'avançait tous les ans de plus en plus dans l'ouest, démarcation entre les natifs repoussés loin de leurs territoires de chasse et la civilisation occidentale de l'époque qui ne pouvait que l'emporter en fin de compte. Il ne sert à rien de s'indigner ou d'approuver. Arrêtons la peur des raisons plus dogmatiques que métaphysiques, ces gens voulaient y vivre au mieux, or ils disposaient de ce substitut naturel à la liberté qu'est la lutte, l'évasion. Quand on n'était pas assez fort pour s'installer moralement ou matériellement dans une colonie, on fuyait vers la « frontière ». Au fur et à mesure que la colonisation s'implantait, que les luttes religieuses ou politiques s'atténuaient, la collectivité réclamait toujours plus d'espace pour croître et prospérer. Les Indiens succombèrent à la pression de forces économiques toujours prépondérantes, invincibles.

La lutte fut assez sanglante, surtout au XIXe siècle quand les immigrants affluèrent dans les grandes plaines centrales. Aussi le gouvernement américain en est-il arrivé à faire un « complexe indien ». Les messures prises le sont évidemment dans le cadre d'un état capitaliste : par exemple, pour éviter des spéculations, les territoires tribaux ne peuvent être vendus sans l'approbation du parlement fédéral; le ministère de l'intérieur a organisé un Bureau des Affaires Indiennes où la plupart des employés sont de vrais Indiens. Je ne peux pas me permettre de juger la sincérité de cette lutte parce que je n'ai pas eu l'occasion d'interroger ceux qui la subissent. On préférera toutefois que toutes proportions gardées, les mariages mixtes entre indiens et blancs sont plus nombreux qu'entre blancs et noirs. Les noirs sont dix-sept millions, les indiens environ 500.000 : on prétend aussi qu'ils étaient moins nombreux au début de la colonisation, mais à cette époque on ne faisait pas de recensement (2).

Un flot humain

Puis ce fut l'afflux des immigrants. Ils étaient 20.000 par an en moyenne aux alentours de 1850, 250.000 de 1860 à 1880, 450.000 de 1890 à 1900, enfin plus de 900.000 par an entre 1900 et 1914. De 1860 à 1920, à l'apogée de trois générations, la population s'est multipliée par 31.000.000 à 105.000.000 avec l'appoint de 30.000.000 d'immigrants dont la plupart étaient pauvres et prolifiques (3)... Au début, ils demeurèrent groupés par nationalités d'origine, les irlandais en Nouvelle-Angleterre, les Italiens à New-York, les peuples d'Europe orientale dans la région des Grands Lacs, entre Chicago et Cleveland, les Allemands dans le Middle-West.

Ces particularités de regroupement subsistent encore, mais dans les esprits l'intégration est pratiquement accomplie, tout au moins en apparence, car c'est peut-être la cause la plus importante du nationalisme ambiant cette disparité d'origine qu'on voulait atténuer à tout prix. L'immensité du pays et la puissance naissante, mais déjà bien installée, des capitalismes y ont aussi aidé. Et quand ce fut nécessaire, on employa les grands moyens. Pendant les quelques années aux environs de la première guerre mondiale, deux organisations importantes voulaient continuer malgré tout la lutte pour la paix et l'internationalisme : l'I.W.W. (Industrial Workers of the World, syndicalisme révolutionnaire) et le Parti Socialiste. Les brutalités policières décimèrent leurs rangs, elle ne s'en sont jamais relevées. Le gouvernement français n'a pas l'exclusivité des méthodes chères à Robert Lacoste.

La ségrégation

Il ne faut surtout pas croire que les noirs du « Sud », malgré la condition où ils sont relégués, cherchent à briser ce carcan conformiste. Leurs ancêtres étaient esclaves et illétrés. Ceux qui n'ont pas cet, ou pas qui, fut les lieux où la ségrégation raciale fait force de loi n'ont pas tellement eu l'occasion de s'élever intellectuellement, encore moins que le blanc ce qui est vraiment peu. Les leaders noirs même s'ils avaient des idées trop avancées, se garderaient de chercher à les répandre, sans avoir tout à fait fort, par crainte de nuire auprès de l'opinion publique à leur cause la plus chère et qu'ils estiment primordiale : la disparition la plus complète de la ségrégation raciale. Si l'on veut rendre justice au peuple américain, il faut reconnaître qu'autour de ce problème la lutte est sévère.

Il y a les partisans acharnés de la ségrégation, mais se dressent contre eux des adversaires acharnés en proportion au moins aussi importante et ces derniers, noirs ou blancs, ont à lutter contre les blancs ségrégationistes en même temps que contre de nombreux noirs ségrégationnistes par réaction. Les partisans de la ségrégation se donnent pour devise : « Egaux, mais séparés ». Or, dans de nombreux cas, et partout dans le « Sud », les noirs occupent les postes les plus pénibles et les moins rémunérés. Cela pose des problèmes difficiles aux syndicats sur lesquels nous reviendrons. Pourtant, pendant les derniers vingt ans, des progrès consistants ont été accomplis vers l'émancipation des noirs et les autres minorités raciales justifiés à la ségrégation dans certaines parties des U.S.A., comme les Mexicains et les Porto-Ricains. Le tableau suivant donne des indications intéressantes :

SALAIRE ANNUEL MOYEN (EN DOLLARS) DES OUVRIERS TRAVAILLANT A PLEIN TEMPS (4)

SEXE	RACE	1939	1956	Accroissement
Homme	Blanc	1.419	4.710	231,9 %
	Non-Blanc	639	2.012	355,7 %
Femme	Blanche	863	2.058	242,7 %
	Non-blanche	337	1.637	400,6 %

Pendant la même période l'indice des prix la consommation est passé de 59,4 à 116,2 (100 en 1947-49) soit un accroissement de 95,3 % (5). Malgré l'accroissement plus rapide des salaires non-blancs qui étaient à un niveau excessivement bas on peut se rendre compte que dans l'ensemble (car c'est mieux dans certains régions et certainement pire dans d'autres) l'égalité économique est loin d'être réalisée. Quant à l'égalité civique elle est effective dans la plupart des Etats, sauf dans le « Sud » où les artifices les plus écoles sont mises sur pied, taxes élevées pour l'inscription sur les listes électorales et même loi « du grand-père » (vous n'avez le droit de vote que si votre grand-père l'avait, comme dans les Etats où ils n'ont jamais été vrai pour les noirs la situation peut se perpétuer jusqu'à la fin des temps).

L'intégration scolaire

Le gouvernement fédéral essaie de faire accepter par la population l'égalité dans les écoles publiques. Depuis la décision de la Cour Suprême déclarant inconstitutionnelle la ségrégation dans les écoles du gouvernement l'enseignement du « deep South » se poursuit tous les ans, à chaque rentrée scolaire, dans les Etats périphériques : Virginie Occidentale, Kentucky, Missouri, Oklahoma, Texas, Arkansas et depuis cette année même dans les comtés nord de la Virginie, où se trouve pourtant Richmond, l'ancienne capitale de la Confédération.

Sans oublier que sa fermeté est souvent fonction d'intérêts électoraux ,le gouvernement utilise la méthode habituelle des gouvernements : la coercition. Même si, de loin, nous avons approuvé en septembre 1957 que des parachutistes brimassent une populace réactionnaire, reconnaissons qu'ils n'apporteront jamais la bonne solution dans le chargeur de leur mitrailleette. S'il le voulait vraiment, le gouvernement des U.S.A. pourrait dépenser les millions de dollars nécessaires en affiches, propagande dans les journaux, émissions de radio et de télévision, pour l'éducation de ses sujets. Ce serait certainement moins spectaculaire auprès des autres nations, mais aussi plus efficace.

Les bombes dans les écoles ne s'inscrit pas dans les gènes. D'autre part, il après ce que nous ont dit certains professeurs américains ,le niveau d'enseignement des petites classes même blanches, est si peu élevé que l'abaissement momentané serait bien minime.

La démocratie

Au fur et à mesure de leur croissance les colonies se sont constituées en Etats. Sous la tutelle ciclaire chacun en possiait à un gouverneur nommé par le roi. Ne doutons pas que ces populations avaient un sens poussé de la démocratie bourgeoise puisqu'elles avaient fui des persécutions et réussi à respecter malgré leurs fois différentes, mais la Révolution de 1776 eut surtout lieu contre les brimades économiques imposées par l'Angleterre. Le système des Etats a demeuré, ce qui nous permet de constater que le fédéralisme capitaliste, sous prétexte de défendre la liberté individuelle, sert avant tout à protéger des puissants locaux. Chaque Etat élit deux sénateurs, quelle que soit sa population, et la plupart des Etats ont de l'agriculture : le « lobby » paysan occupe une position presque inexpugnable.

Les Etats-Unis s'imitulent les défenseurs n° 1 d'un monde qu'ils prétendent libre. Oublions momentanément qu'ils ne craignent pas de s'aller, pour défendre cette liberté, à Franco, Salazar, Batitsia et Tchang Kai Chek, champions bien connus des droits de l'homme. Les Américains sont-ils libres ? Oui certainement, en moyenne. Tous ont le droit indéniable de critiquer la gestion d'un gouvernement et ils ne se privent pas. Ils sont libres de vouloir améliorer leurs institutions, dans la mesure où ils respectent ces institutions. Ils sont libres d'aménager leur conformisme, dans la mesure où ils acceptent ce conformisme. Ils sont libres de penser et d'exprimer leur pensée et pourtant ils pensent très peu ils ont conscience de vivre libres.

Il existe aux U.S.A. des centaines d'organisation de gauche, toutes plus faibles les unes que les autres : le Parti Socialiste affilié à l'Internationale n'a que 1.200 adhérents, l'I.W.W. 1.000 et 1.500. Ainsi que les ligues fascistes la plupart de ces organisations sont tenues légalement pour subversives.

(A suivre.)

(1) Voir le « Monde Libertaire », numéros 44 et 45.
(2) La population indienne en 1492 est estimée à 846.000. Ils n'étaient plus que 237.000 en 1865, 248.000 en 1890. La population actuelle est de 343.000. Source : Bureau of the Census.
(3) Statistique du Département d'Etat, Bureau des Passeports.
(4) Statistique du Département du Travail.
(5) Idem.
(6) Institut Américain de l'Opinion Publique.

QUESTION : Verriez-vous une objection à envoyer vos enfants dans une école où il y a :

	Réponses	Quelques enfants non-blancs ?	La moitié d'enfants non-blancs ?	Plus de 50 % d'enfants non-blancs ?
NORD	Non	86 %	56 %	36 %
	Oui	13 %	39 %	58 %
	Sans opinion	1 %	5 %	6 %
SUD	Non	26 %	15 %	11 %
	Oui	72 %	81 %	84 %
	Sans opinion	2 %	4 %	5 %

FLASHES SUR L'"AMERICAN WAY OF LIFE"

LE LIVRE DU MOIS

par Maurice Joyeux

L'ARCHITECTURE MODERNE, par Michel Ragon (R. Laffond, éd.).

Le nouveau livre de Michel Ragon arrive en son temps. Dans un raccourci magistral l'auteur nous retrace l'histoire de l'architecture moderne, ses ambitions, ses rapports avec le folklore, son adaptation géographique, son prolongement social. Au passage il nous trace des précurseurs, Perret, Le Corbusier, Miies van der Groupius, des portraits hauts en couleur. Enfin et surtout il nous informe. Contrairement à ce que trop souvent nous imaginent, l'architecture moderne ne tient pas seulement dans ces bâtiments fonctionnels aux proportions gigantesques et dont la Cité radieuse construite à Marseille est le prototype. L'habitation individuelle, le théâtre, le magasin, l'usine, l'école, le temple ont également retenu son attention et elle a réalisé dans tous ces domaines des constructions qui restèrent un reflet de notre temps.

Enfin Ragon, dans son livre, aborde la querelle que suscite cette architecture par un rappel qu'il nous faut méditer. L'Acropole si universellement admirée aujourd'hui était en son temps de l'Architecture moderne et Platon considérait que de tous les Arts l'architecture était la plus pauvre. Aristode l'excluait même des beaux arts. En vérité, tout ce qui dans la construction patinée par les siècles nous séduit répondait à des nécessités fonctionnelles et était imposé par les matériaux, les connaissances, les usages. C'est encore les mêmes principes qui guident l'architecte, mais nous possédons de nouveaux matériaux, nos connaissances ont évolué, les usages se sont modifiés et l'ambition des artistes de notre temps est de laisser des œuvres qui seront aussi universellement discutées que le furent les autres avant d'être consacrées le reflet de leur époque au même titre que le gothique ou le roman.

Le livre de Ragon, écrit comme un roman, se lit avec passion. Il nous révèle un Ragon polémiste empoigné par la grande aventure de l'urbanisme et qui, bien dans la tradition, ne sépare pas l'esthétique des impératifs sociaux, politiques et économiques. Magnifiquement illustré, ce livre important fait le point d'un des problèmes majeurs de notre temps.

JESUS-CHRIST A-T-IL EXISTE ? par Georges Las Vergnas.

Le dernier ouvrage de Las Vergnas surprendra agréablement. Il est bon que soit enfin posé clairement le problème de l'existence du Christ par un homme possédant une culture profonde susceptible de décortiquer les textes sacrés comme les textes profanes. Travail d'autant plus nécessaire qu'il est commun de trouver des rationalistes qui, séduits par la poésie de la légende et par la commodité d'opposer le « fils de Dieu » à l'Eglise n'hésitent pas à emboîter le pas à Renan et à quelques autres. Texte en main, l'auteur nous fait revivre la fabrication du mythe par ceux qui créèrent l'Eglise, soutenus d'ailleurs par les pouvoirs publics qui se serviront d'elle pour asseoir leur puissance.

Mais dans ce petit livre il y a quelque chose de nouveau. L'auteur a résolument délaissé toute cette liturgie anticléricale qui rend si pénibles à lire les ouvrages de ce genre. Et cela aussi est important car ça ouvre de nouvelles perspectives à un genre littéraire et à un sujet trop souvent encombré par les histoires de couvent qui n'avaient même pas le mérite d'être drôles.

Je recommande vivement la lecture de ce livre en souhaitant qu'il donne aux lecteurs le goût de l'histoire, vérifiée par des textes de première main.

L'ALMANACH DU « CANARD ».

Aussi régulièrement que les feuilles d'impôt, les litanies du Saint-Père ou la promotion des généraux, l'Almanach du « Canard Enchaîné » vient exciter notre colère ou déclencher notre rire. Cette année il est là, et il ne vous reste qu'à parcourir ses articulets dont je ne donnerai pas d'extraits car toute la presse l'a fait avant moi ! Excepté un toutefois, celui que l'équipe du « Canard » a oublié. Le voici :

ANAR : Monsieur qui lit le « Canard » régulièrement !

SIGNATURE

Lundi 5 janvier, de 17 à 20 heures, Roger Grenier signera son livre « Les embuscades » à l'Ecluse, 15, Quai des Grands Augustins. Cette signature est organisée par des camarades du Groupe Louise Michel au profit de notre journal. J'ai ici même rendu compte de cet ouvrage, un des meilleurs parus cette année et dont la presse a longuement parlé pendant la période des Prix littéraires. Nous espérons vous voir nombreux, et pour ce livre excellent et pour notre journal.

FRANÇOISE ROSAY et MOULOUDJI entoureront l'auteur.

Note de lecture

LE FUSILLÉ

Notre confrère « La Volonté Populaire » qu'anime notre camarade Duval vient de faire paraître un numéro spécial qui reproduit intégralement le livre de la Veuve Maupas dont le mari est l'un des quatre caporaux fusillés à Souain pour l'exemple.

La lecture d'un telle œuvre révèle à ceux qui peuvent l'ignorer la sauvagerie et l'incapacité des états majors, comme la complicité et la veulerie des milieux politiques et juridiques.

Assassiné en mars 1915 le caporal Maupas n'a été réhabilité qu'en 1934 en dépit des démarches incessantes de sa veuve et du comte Maupas, ainsi que de nombreuses organisations.

Que les lecteurs comprennent enfin que les crimes d'une guerre sont les crimes de toutes les guerres, puisque c'est la guerre qui est le crime.

M. L.

Le projet de rééditer ce livre est à l'étude.

DISQUES

Hommage à un Anglais

Une fois n'est pas coutume et, « pour un peu », j'applaudirais de Gaulle des deux mains pour sa riposte à la vaccherie de nos « alliés » d'outre-Manche, mais Millas tient à ne réfugier au royaume de la musique et à s'y cantonner.

Or donc un Anglais, sir Thomas Beecham, le seul grand chef d'orchestre britannique, nous donne en italien une BOHEME *de* Puccini, *intégrale (1).*

Si l'interprétation vocale est internationale, sir Beecham conduit son orchestre avec la hantise de la phraséologie italienne ; il en résulte ceci : il fait plus italien que les Italiens... il en remet !

Un de mes rêves d'enfant était de chanter « Sur les bords de la Tamise » avec sur le Po (attention à l'orthographe, amis typos ! please).

Blague à part, c'est une très bonne chose digne de notre discothèque classique et pour une fois qu'un Gluche n'assaisonne pas tout à la Worcester-sauce, pour une fois qu'il ne cherche pas à étaler son écrasante et méprisante supériorité (?), qu valait la peine d'être noté.

MIDAS.

Beaucoup plus prenants, plus intéressants ces CHANTS D'ISRAEL *(2), édités à l'occasion du 10e anniversaire de la fondation de l'Etat du même nom.*

La musique juive est une des plus belles du monde ; de base slave, elle a glané au cours de ses errances des sonorités italiennes, des plaintes flamenco, des incantations de muezzin et des contorsions de gigue écossaise, le tout assaisonné du piment tsigane, exhale toute la nostalgie, la volonté d'espérer de ce peuple, éternel déraciné, mais qui possède mieux que quiconque le pouvoir de s'enraciner n'importe où, d'y créer un « Etat dans l'Etat », d'installer au sein de chaque nation une nation juive, bien plus typique, bien plus vraie que cette enclave syro-jordanienne qui sent par trop l'office touristique et l'instrument de propagande.

Tels qu'ils sont, ces chants populaires, liturgiques ou nuptiaux réunis par Léon Algazi possèdent un étonnant pouvoir d'évocation et de génie musical qui suffisent amplement à réjouir l'oreille du mélomane et cela n'ajouterait rien à notre plaisir de savoir que ces mélodies sont nées dans un kibbouts de Tel-Aviv, de Withechapel ou de la rue des Rosiers.

(1) La Voix de son Maître, FALP 554-555.
(2) Pathé DTX 201.

le monde libertaire

Des Lettres et des Arts

A PROPOS DU JAPON

par Michel RAGON

(Photo Werner Bishop.)

Le Japon cache ses vieilles femmes de la même manière qu'il séquestre ses Nègres. Car il existe en effet un certain nombre de Nègres au Japon, des petits Nègres invisibles parce qu'élevés dans les orphelinats et dont les plus âgés doivent atteindre leur douzième année. Ces bâtards, ramasses le matin dans les poubelles, sont élevés dans la honte de leur peau noire. Ils posent un problème pour l'avenir car, ni le Japon ni les Etats-Unis, qui ont coopéré pour ce métissage, ne veulent les intégrer à leur vie nationale.

Le racisme, on l'oublie trop souvent, n'est pas une invention européenne. C'est, au contraire, l'anti-racisme, qui est une invention de la race blanche, de cette race blanche qui a désormais tous les complexes vis-à-vis des peuples de couleur. Et sa mauvaise conscience la conduit à un sentimentalisme démocratique qui lui fait perdre perpétuellement la face. La race blanche est bien partie pour faire figure sur la planète de cocufiée perpétuelle.

L'histoire de l'Occupation américaine au Japon en est un exemple étonnant. Pendant sept ans, de 1945 à 1952, l'Occupation a été la plus paisible du monde. Alors que les troupes américaines s'attendaient à une résistance farouche de la population, correspondant à l'atrocité de la lutte du Japon jusqu'à sa défaite irrémédiable, pas un attentat ne fut commis, pas un pneu de jeep ne fut crevé, pas un fil téléphonique ne fut coupé. Bien au contraire, l'un des premiers officiers américains qui arriva en éclaireur dans les villages, assure qu'il fut partout accueilli avec empressement et qu'on l'emmenait aussitôt parmi les ruines en lui disant : « Voici les merveilleux dégâts que vos Honorables bombes ont fait à nos indignes installations. » En tout cas, toute la presse salua l'arrivée de « la glorieuse armée d'occupation » et jamais les Américains ne furent considérés comme des ennemis triomphants, mais comme « d'Honorables visiteurs ». Certains Japonais croyaient même que MacArthur avait été *choisi* pour conseiller par l'Empereur. D'autres brandirent des banderoles : « Bienvenue aux soldats alliés. » Le complexe de supériorité des Japonais est tel qu'il leur a permis d'éloigner d'eux l'idée de la défaite. Celle-ci n'est devenue qu'un simple incident. D'ailleurs, les nations occidentales et les autres, ont tellement répété que le Japon n'avait capitulé qu'à la suite des deux bombes atomiques et tellement voué à l'exécration et à la honte pour l'humanité tout entière ces deux bombardements (1), que le Japon s'est empressé de saisir sur cette occasion inespérée de faire oublier toutes les atrocités de guerre, à lui. La bombe atomique est devenue au Japon un totem fort utile. Hiroshima, avec de belles ruines spectaculaires conservées à l'intention des touristes, tend à devenir la capitale mondiale de la paix. La bombe atomique est un hochet dont le nouveau Japon ne voudrait se défaire à aucun prix. Elle lui a permis de se transformer en victime, en apôtre de la paix sortant perpétuellement de ses poches les photos des victimes atomisées. Le Japon réclame même d'être l'atomisé perpétuel. Il est toujours le seul lieu de l'Univers où viennent s'abattre toutes les pluies atomiques.

Il n'est pas nécessaire d'examiner longtemps ces phénomènes pour voir tout ce qu'ils contiennent d'hypocrisie. J'ai déjà parlé du bombardement de Manille par les Japonais qui a fait à peu près autant de victimes que la bombe atomique. Manille conserve ses ruines non pas comme spectacle, mais parce que les Philippines, pays allié qui s'est battu avec obstination contre les Japonais, est loin d'avoir été aussi arrosé de dollars que le Japon vaincu. On connaît d'ailleurs ce problème en Europe avec l'Allemagne qui a reçu beaucoup plus de secours du vainqueur, que les pays alliés au vainqueur.

Il serait également mal venu de reprocher au Japon son militarisme forcené, car si les Japonais n'avaient pas été des guerriers exceptionnels, ils ne tiendraient pas plus de place dans le monde actuel que les Cambodgiens. L'apogée de l'Empire Kmer se situe à la même époque que le grand âge classique du Japon, c'est-à-dire au IXe et Xe siècle. L'Empire Kmer ne s'est pas maintenu parce que sa puissance spirituelle lui a fait oublier qu'elle ne pourrait résister à la puissance des armes. Si le Japon n'avait eu que Hokousai à présenter aux puissances occidentales lorsqu'elles l'ont obligé à ouvrir ses ports, il serait vite devenu un autre Cambodge (2). Mais à Hokousai les Japonais ont ajouté le Maréchal Togo et le monde occidental, stupéfait, a redouté le Japon, lui a parlé d'égal à égal.

Avant Port-Arthur, les Européens ne parlaient des Japonais que comme des sauvages luxurieux et artistes. Dans sa « Philosophie de l'Art » (1869), Taine les compare aux indigènes de la Nouvelle-Zélande. Pierre Loti, dans *Madame Chrysanthème* (1887), voit le Japon « à bout de sang et à bout de sève ». Dix-huit ans plus tard, pour la première fois, un peuple de couleur infligeait à Port-Arthur une spectaculaire défaite à l'une des nations occidentales les plus redoutables. Du même coup, le Japon était pris au sérieux.

Lorsque le Commodore Perry arriva avec son escadre pour exiger du Japon alors fort paisible qu'il ouvre ses ports aux Occidentaux, il ne s'imaginait pas de la force qu'il allait déchainer sur l'Asie. Face aux cuirasses, les samourais arrivèrent en effet avec leurs grandes épées et leurs arbalètes. Vivant depuis des siècles replié sur lui-même, ignorant tout de ce qui se passait dans le monde, le Japon médiéval découvrait soudain que d'autres nations vivaient dans un autre siècle. La lutte était impossible. Il se contenta de gagner du temps par la ruse.

Il observa ces conquérants blancs, vit avec stupeur que ses voisins Philippins avaient absolument perdu toute notion de leur race après la colonisation espagnole. Il s'aperçut que la carte d'Asie était dévorée par les conquérants blancs et que la Chine elle-même, grignotée sur les bords, ne devait sa relative indépendance qu'à son étendue considérable. Pour pouvoir résister aux conquérants blancs, il fallait adopter leurs méthodes. En une génération, le travail fut fait. Le Japon conservait sa culture séculaire tout en s'alignant sur les Occidentaux en ce qui concernait l'armée, le commerce, l'administration, l'industrie, etc... Depuis l'arrivée des cuirasses américaines, les Japonais se répétaient : « Nous avons mangé l'insulte, mais nous n'avons pas bu la vengeance. » Cette vengeance sera bue à partir de Port-Arthur.

Le Japon est le seul pays qui ait infligé aux nations occidentales d'aussi évidentes défaites. L'Empire russe battu à Port-Arthur, les Etats-Unis à Pearl-Harbour, la Grande-Bretagne à Hong-Kong et Singapour réputés citadelles imprenables, sans parler de la France balayée d'Indochine et de la Hollande boutée d'Indonésie. Et la vengeance contre les nations blanches continue car ce Japon, aujourd'hui vaincu apparemment, qui cultive les arts et se fait le propagateur de la paix mondiale, a laisse aux Asiatiques une idée dont chacun s'est emparé : « L'Asie aux Asiatiques. » Les troupes japonaises vaincues, les Etats autrefois coloniaux ont pris les armes japonaises pour réclamer leur indépendance. Les Philippines, l'Indonesie, l'Indochine, l'Inde, la Birmanie, la Malaisie, chacun de ces pays se dressant contre l'Occident, a été une nouvelle victoire du Japon. Tout comme ces pancartes dans certains hotels indonésiens : « Interdit aux Blancs. »

(1) *Celui de Tokyo, le 9 mars 1945, ne leur cède pourtant en rien en atrocité. Mais il est vrai qu'il fut accompli par des milliers de bombes incendiaires et que l'on est blasé de ces sortes de bombardements. Celui-ci fit néanmoins cent mille morts. Des ponts fondirent par la chaleur des incendies et ceux qui se jetaient dans le fleuve furent bouillis dans l'eau devenue brûlante. En 1945, il n'y avait plus que deux millions d'habitants à Tokyo contre huit millions avant la guerre.*

(2) *Les artistes des bronzes du Bénin ont-ils été une protection pour le Dahomey ?*

ATTENTION

Une date à retenir !

Vendredi 13 Mars - 21 h.

GRAND GALA ANNUEL

du Groupe Louise Michel

au MOULIN DE LA GALETTE

ERRATA

L'article « Aperçu sur l'Expressionnisme » attribué par erreur à A. Thevenet, était de notre camarade Gérard MAGNET.

Nos amis artistes, nos lecteurs, excuseront les coquilles contenues dans l'article « Notre Gala 1958 ».

Travers les Revues

Un art n'est pas nécessairement humain parce qu'il représente une femme nue sur un divan, une table servie, ou une rue du faubourg, il l'est bien davantage lorsque, repoussant ces accessoires traditionnels, il éveille, par un seul agencement de formes et de couleurs, les émotions humaines qui ne sont pas forcément liées à tel ou telle anecdote pittoresque. »

Marcel Brion, auteur d'un ouvrage sur l'Art abstrait paru en 1957 chez Albin Michel, expose, dans le n° 24 de « Diogène » « son origine, sa nature et sa signification ».

L'art abstrait, qu'une définition insuffisante réduit souvent à l'art non figuratif (parce qu'il se refuse à copier les figures du monde extérieur et prétend créer en chaque œuvre une réalité autonome qui se suffit et n'obéit qu'à ses propres lois, n'ayant pour cela à ressembler à quoi que ce soit) remonte à une cinquantaine d'années et n'a cessé depuis lors de se développer et de s'enrichir. Sa portée dépasse aisément largement celle du futurisme, du fauvisme ou du cubisme qui n'ont été que des formes passagères de l'expression artistique, alors que l'art abstrait a devant lui un avenir indéfini.

Mais si l'abstraction moderne remonte vers 1910, si elle est née avec les œuvres de Kandinsky, de Mondrian, d'Arp, de Klee, etc..., on en trouve ces formes dans les civilisations non occidentales et plus généralement des tendances dans notre passé culturel : tout art qui n'est pas banalement « photographique » contient une part d'abstraction. Le peintre naturaliste lui-même « abstrait » de la nature des formes qu'il intègre à son tableau selon un concept dépà intellectuel. La volonté de stylisation, de schématisation, pour des motifs religieux, magiques ou esthétiques tend d'elle-même vers l'abstrait.

C'est qu'abstraire ne signifie pas nier le réel, mais bien en dégager, en faisant éclater les apparences routinières et anecdotiques, les tensions, les lignes de force les plus profondes. Le véritable art abstrait n'est ni décoratif ni « inhumain ». Son projet est au contraire d'exprimer dans sa pureté et sa spontanéité la vie intérieure de l'artiste. Pour cela il fallait libérer celle-ci des figures réalistes qui alourdissent et gauchissent son flux, et des techniques usées : seul le rend avec fidélité le libre et rigoureux jeu des couleurs et des formes. De même la musique n'a pas besoin de paroles pour exprimer des émotions et inciter chez l'auditeur des émotions correspondantes.

Un renversement s'opère ainsi, et à travers cet effort pour communiquer un émotionnel pur la peinture renonce à représenter le monde extérieur, même recréé par la personnalité de l'artiste, pour manifester directement son monde intérieur, ses aspirations et ses passions, un esprit qu'aucune forme n'emprisonne ni ne contraint. Le monde extérieur n'en est pas banni pour autant : le rapport seulement, entre l'artiste et le monde, est renouvelé. Ce qu'il s'agit de révéler maintenant, c'est « le cours secret des choses », et non plus leur couche la plus superficielle. Le contact avec la nature, délivré de l'imitation servile des apparences, « interprète les poussées organiques, les gestations végétales, la vie invisible des minéraux dans le contexte d'une expérience intérieure, d'une alchimie de l'émotion et de la passion ».

Mettre à nu les énergies et les pulsions élémentaires de la vie, individuelle et cosmique, l'expérience de l'une et de l'autre se confondant à un certain degré d'intensité, et les faire éprouver par le spectateur devenant acteur par la participation, l'identification qu'exige de lui l'artiste, tel est le sens de la volonté d'abstraire. Ses moyens peuvent surprendre, et un public paresseux, perdu dès qu'il ne peut plus se raccrocher au reflet de sa vie quotidienne, peut refuser de reconnaître et de revivre en ces orchestrations des couleurs, ces architectures de formes géométriques des sentiments. Il n'en reste pas moins que l'art abstrait signifie « le départ, toutes les amarres coupées, tous vaisseaux brûles, vers une réalité absolument nouvelle, vers un mode de représentation sans précédent dans les quelque deux mille années de l'histoire de la peinture occidentale ».

×

« Du spirituel dans l'art » : ce titre d'un livre de Kandinsky dit l'ambition dernière de cet art nouveau qui ne vise rien en cela le désir inquiet de l'homme moderne de découvrir, par-delà l'écoulement des religions, la voie vers une vie qui exprime et réalise ce qu'est véritablement l'homme, sous l'agitation et la confusion de la vie quotidienne, et restaure « l'union nuptiale » de l'homme avec la totalité du réel. L'engouement actuel de tant d'occidentaux pour la pensée orientale ne désigne rien d'autre.

En bref :

La Nouvelle Revue Française (décembre) : « Hommage à R. Martin du Gard ». Les amis de l'auteur des « Thibault » rappelient l'homme, le romancier, le témoin qui vient de mourir. A signaler : auront un important choix de lettres de Martin du Gard.

Preuves ouvre, avec « Mort du socialisme européen » d'A. Spinelli, un débat international sur le socialisme. Poèmes de Pasternak.

La Vérité. L'hebdomadaire trotskyste devient revue mensuelle. Au sommaire : De Gaulle et la gauche. La crise de la S.F.I.O. Budapest, deuxième anniversaire. Deux textes de L. Trotsky.

René FUGLER.

Erratum. — Dans mon dernier article, colonne 2, il fallait lire : « Qu'est-ce qu'un homme de gauche ? Son refus de ce qui est (...) n'est jamais QUE partiel, localisé ».

CINÉMA

"LES AMANTS"

de Louis MALLE

C'est la première fois que je vois un film dont l'amour constitue la seule matière et la seule force, sans la moindre contrariété à son déroulement, la moindre considération extérieure, le moindre tragique. La nuit est belle, le mari, l'enfant, les invités dorment, les amants sont seuls au monde. Le film, en somme, est sans intrigue. On ne nous raconte pas une histoire : la nuit des amants est un poème.

C'est aussi la première fois que je rencontre un metteur en scène qui aime l'amour, ose le dire et le montrer. La scène centrale — ceffb du lit — est audacieuse et sans bavures, très différente de la traditionnelle « séquence du viveur » des films de série. Elle est simple et propre, par son refus de tout attirail, image ou parole équivoques, de tout sous-entendu, de tout déshabillé suggestifs. C'est une scène d'amour, et non de pornographie, réalisée sobrement avec, j'en suis convaincu, une entière pureté d'intentions. C'est cette séquence qui a fait enrager la centrale catholique du cinéma. Et cette rage me réjouit. Mais il est décevant qu'elle ait aussi fait râler le critique du « Canard Enchaîné ».

D'autres scènes sont très belles : le fou-rire de Jeanne, le départ au petit matin. Je vous laisse la joie d'aller les découvrir.

Le sujet des « Amants sest, paraît-il, tiré d'un conte libertin du XVIIIe siècle. C'est la carte du Tendre qui constitue la toile de fond du générique. Le dialogue de Louise de Vilmorin, la musique de Brahms tendent à donner au film un goût classique et raffiné. La réalisation de Louis Malle est dans le même ton. Les scènes nocturnes sont d'un lyrisme discret et soutenu. Seuls sont de trop quelques gros plans et quelques bribes de dialogue. Le refus de tout romantisme facile, de toute caricature fait de Malle un auteur classique, au meilleur sens du terme. Aucun personnage n'est forcé : le mari trompé directeur de journal n'est ni petit ni chauve, l'amant aristocrate n'est pas ridicule, l'amie parisienne est à peine marie-chantalesque. On n'y retrouve aucune de ces caricatures fatigantes qui encombrent les écrans. Ce film magnifiquement immoral, ou plutôt sans autre morale que celle de l'amour, apporte au cinéma une bouffée d'air frais assez enivrante.

Si Alain Cuny semble un peu à l'étroit dans son rôle, Jeanne Moreau et Jean-Marc Bory sont excellents.

×

A la faveur du court métrage qui accompagne « Les Amants », Henri Gruel et Boris Vian ont découvert une nouvelle vedette comique de grand talent : elle s'appelle Mona Lisa ou « La Joconde », elle est fille du beau Léonard et danse à merveille le french-cancan et la java. Elle a déjà, paraît-il, son portrait au Louvre. Elle ira loin cette petite...

Henri GOUGAUD.

PARDON, LES AMÉRICAINS

Ami lecteur, pardonne-nous de t'importuner tant avec une simple histoire d'amour : parce qu'elle en vaut la peine et parce qu'il est des eunuques qu'il faut qu'on châtre. Je ne ferai pas la critique des « Amants », un de nos camarades s'en est chargé, mais lorsque la débilité mentale et ses porte-parole assexués triomphent il n'est pas trop de se mettre à plusieurs pour les saigner.

Qu'entre autres critiques celui du « Canard Enchaîné » (dont la renommée fut heureusement sauvée par Servan, Lebesque) s'associe par hasard aux bénis-pieux de la centrale catholique du cinéma, cela n'est pas tellement choquant : le surmenage est un accident qui guette les intellectuels professionnels. Mais lorsque dire du pisse-froid qui sévit à la chronique cinématographique de l'hebdomadaire « Force Ouvrière » ?

Pour une fois un metteur en scène de cinéma débarrassé de la censure du fric, celle des producteurs, brave l'autre, celle des pères anastasiens dont la principale occupation est de faire un enfant à leur compagne chaque fois qu'ils s'accouplent. Pour une fois un cinéaste et des acteurs courageux déroulent avec succès des trésors de délicatesse pour montrer une vraie scène d'amour, pour montrer ce que peut être l'acte sexuel catalysé par un grain d'intelligence. Et cette fois-là un champion-sic de l'émancination ouvrière, bien dans la ligne du « réalisme socialiste » (les copains à Nikita ne sont pas seuls à sacrifier sur cet autel), crie à la coucherie et en appelle à un cochon qui ronfleille » « Foutre, Madame ! » dirait un général de Jean Anouilh.

Monsieur Hureau Daniel, je comprends que votre patronyme ponctué de ces dernières lettres vous incite à des rêves porcins et le serais prêt à examiner votre cas avec indulgence si la vulgarité déconcertante de votre barbouillis émasculé ne risquait de tromper grossièrement vos lecteurs dont je sais que certains sont tout de même des militants ouvriers et non des jean-foutres imbéciles, affaiblis par une carence hormonale.

L'HOMME MORT

Il s'appelait Klaus. Il n'avait pas d'enfant. Il n'avait rien à perdre, même pas sa vie, puisque le garde lui avait dit : « Si tu bouges, tu es un homme mort ». Or il avait bougé. Oh ! pas beaucoup, juste un geste du bras et un mouvement de l'index pour se gratter le front ou la sueur qui dégoulinait lui faisait des chatouilles ; mais il avait bougé. Klaus était donc un homme mort.

Il considéra qu'il n'y avait pas tellement de différence entre l'état d'homme vivant et l'état d'homme mort et sourit intérieurement en pensant à la foule des philosophes qui avaient, au long des siècles, disserté sur ce sujet. Il se dit que maintenant il n'y avait plus aucune raison pour qu'il reste plus longtemps les bras en l'air, contre ce mur placé. Il enfouit donc ses mains dans ses poches et se dirigea en sifflotant vers la sortie.

Une rafale de mitrailletta l'abattit au milieu de la pièce. Avant de mourir il eut le temps de murmurer à la sentinelle penchée sur lui :

— Quand cesserez-vous de mentir au pauvre monde ?

Henri GOUGAUD.